

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/13341]

11 JUILLET 2018. — Décret portant diverses mesures en matière de statut des membres du personnel enseignant

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'article 27, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, les mots « annexé au présent arrêté » sont remplacés par les mots « arrêté par le Gouvernement » ;
- 2° l'article 27 est complété par les alinéas suivants :

« Un recours hiérarchique à l'encontre du rapport défavorable peut être introduit auprès du directeur général ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses compétences.

Ce recours hiérarchique doit être introduit dans les vingt jours de la délivrance du rapport au membre du personnel par le chef d'établissement, au moyen d'un envoi recommandé.

L'annulation du rapport défavorable ne peut être prononcée qu'en raison de l'incompétence matérielle ou temporelle de l'auteur de l'acte, d'un vice de procédure, d'un vice de forme ou d'une erreur de droit, à l'exclusion des éléments de faits du dossier.

Le directeur général ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses compétences se prononce dans le délai d'un mois à dater du recours. ».

Art. 2. Dans le même arrêté royal, à l'article 28, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé » ;
- 2° à l'alinéa 4, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. », sont insérés entre les mots « de la réclamation » et les mots « Le Ministre prend sa décision » ;
- 3° les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 5 :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 3. Dans le même arrêté royal, à l'article 28bis, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé » ;
- 2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

- 3° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, les mots « de deux mois » sont remplacés par les mots « d'un mois » et les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. » sont ajoutés après les mots « à partir de la date de réception de la réclamation » ;

b) à l'alinéa 4, les mots « dès réception de l'avis » sont remplacés par les mots « dans le mois à dater de la réception de l'avis ».

Art. 4. Dans le même arrêté royal, à l'article 29bis, les mots « annexé au présent arrêté. » sont remplacés par les mots « arrêté par le Gouvernement ».

Art. 5. Dans le même arrêté royal, à l'article 38, alinéa 2, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. », sont ajoutés après les mots « de la réclamation ».

Art. 6. Dans le même arrêté royal, à l'article 43, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. » sont ajoutés après les mots « à partir de la date de réception de la réclamation »;

2° les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 6 :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 7. Dans le même arrêté royal, à l'article 43ter, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. »;

3° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, les mots « de deux mois » sont remplacés par les mots « d'un mois » et les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. » sont ajoutés après les mots « à partir de la date de réception de la réclamation »;

b) à l'alinéa 4, les mots « dès réception de l'avis » sont remplacés par les mots « dans le mois à dater de la réception de l'avis ».

Art. 8. Dans le même arrêté royal, à l'article 48, § 2, les mots « sauf dans l'enseignement de promotion sociale, dans le courant de la première quinzaine du mois de mars » sont supprimés.

Art. 9. Dans le même arrêté royal, à l'article 51ter, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « bénéficie »;

2° au § 1^{er} bis, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « bénéficie ».

Art. 10. Dans le même arrêté royal, à l'article 51quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « peut solliciter ».

Art. 11. Dans le même arrêté royal, à l'article 51quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « peut solliciter ».

Art. 12. Dans le même arrêté royal, à l'article 51sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « peut solliciter ».

Art. 13. Dans le même arrêté royal, à l'article 51septies, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « peut solliciter »;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « à condition ».

Art. 14. Dans le même arrêté royal, à l'article 51octies, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « , peut solliciter »;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « à condition ».

Art. 15. Dans le même arrêté royal, à l'article 51nonies, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « , peut solliciter »;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « à condition ».

Art. 16. Dans le même arrêté royal, à l'article 51decies, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « , peut solliciter »;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « à condition ».

Art. 17. Dans le même arrêté royal, à l'article 51undecies, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « , peut solliciter »;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou de harcèlement » sont insérés entre les mots « acte de violence » et « à condition ».

Art. 18. Dans le même arrêté royal, au chapitre IIIbis, la section 7, insérée par le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, est supprimée et est remplacée par une nouvelle section 8 rédigée comme suit :

« Section 8 - De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique

Article 51quindecies. - Dans la présente section, on entend par « victime » le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 51bis, § 1^{er}, 3^o du présent arrêté.

Article 51sexdecies. - § 1^{er}. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51novodécies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier. »

Article 51septdecies. - § 1^{er}. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51sexdecies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51sexdecies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1^{er}. Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 51octodécies. - § 1^{er}. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51septdecies, § 1^{er}, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 51novodécies. - § 1^{er}. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1^{er}.

Article 51vicies. - § 1^{er}. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. À titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1^{er}. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. À cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1^{er} et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1^o que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2^o que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3^o qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 51unvicies. - Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. »

Art. 19. Dans le même arrêté royal, à l'article 64, alinéa 2, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. » sont ajoutés après les mots « à partir de la date de réception ».

Art. 20. Dans le même arrêté royal, à l'article 70, alinéa 2, les mots « entre le premier et le 15 mai » sont remplacés par les mots « entre le 15 avril et le 15 mai ».

Art. 21. Dans le même arrêté royal, à l'article 72, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « Le chef d'établissement en accuse réception. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel refuse de viser ledit bulletin ou ne le restitue pas après l'avoir visé dans le délai fixé. »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « Le chef d'établissement en accuse réception. » sont ajoutés après les mots « annexée au bulletin de signalement. »;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « dix jours ».
- 4° à l'alinéa 4, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. » sont ajoutés après les mots « à la date de réception ».

Art. 22. Dans le même arrêté royal, à l'article 75, les mots « par l'Exécutif. » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement ».

Art. 23. Dans le même arrêté royal, l'article 91*decies* est complété par les alinéas suivants :

« Un recours hiérarchique à l'encontre du rapport défavorable peut être introduit auprès du directeur général ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses compétences.

Ce recours hiérarchique doit être introduit dans les vingt jours de la délivrance du rapport au membre du personnel par le chef d'établissement, au moyen d'un envoi recommandé.

L'annulation du rapport défavorable ne peut être prononcée qu'en raison de l'incompétence matérielle ou temporelle de l'auteur de l'acte, d'un vice de procédure, d'un vice de forme ou d'une erreur de droit, à l'exclusion des éléments de faits du dossier.

Le directeur général ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses compétences se prononce dans le délai d'un mois à dater du recours. ».

Art. 24. Dans le même arrêté royal, à l'article 147, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« La Chambre de recours ne se réunit pas entre le 15 juillet et le 15 août et par conséquent, le délai endéans lequel la Chambre de recours doit remettre son avis est suspendu durant cette période. ».

Art. 25. Dans le même arrêté royal, à l'article 157*bis*, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 3, alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception » sont ajoutés après les mots « à la poste »;
- 2° au § 3, alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 3° au § 3, l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :
« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. »;
- 4° au § 6, alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 5° au § 6, alinéa 3, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ».

Art. 26. Dans le même arrêté royal, à l'article 157*sexies*, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;
- 2° aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 3° l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :
« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. ».

Art. 27. Dans le même arrêté royal, à l'article 167*quater*, § 2, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 2° à l'alinéa 5, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. » sont ajoutés après les mots « un mois maximum ».

Art. 28. Dans le même arrêté royal, il est ajouté un article 169*septies*/1, rédigé comme suit :

« Article 169*septies*/1. – Les maîtres de morale visés aux articles 169*ter* à 169*quinquies* voient leurs anciennetés de fonction et de service acquises dans cette fonction, réputées comme ancienneté de fonction en qualité de maître de philosophie et de citoyenneté au sens de l'article 40. Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction. »

Art. 29. Dans le même arrêté royal, il est ajouté un article 169*quaterdecies* rédigé comme suit :

« Article 169*quaterdecies*. – Les professeurs de morale visés à l'article 169*nomies* voient leurs anciennetés de fonction et de service acquises dans cette fonction, réputées comme ancienneté de fonction en qualité de professeur de philosophie et de citoyenneté au sens de l'article 40. Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction. »

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 30. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées à l'article 7 :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « A l'issue d'une période d'activité continue d'un maître de religion ou d'un professeur de religion temporaire, le chef d'établissement établit un rapport sur la manière dont ce membre du personnel

s'est acquitté de sa tâche. » sont remplacés par les mots « Un maître de religion ou un professeur de religion temporaire est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le chef d'établissement. Le cas échéant, ce rapport défavorable est établi au plus tard à l'issue de chaque période d'activité. »;

2° l'article 7 est complété par les alinéas suivants :

« Un recours hiérarchique à l'encontre du rapport défavorable peut être introduit auprès du directeur général ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses compétences.

Ce recours hiérarchique doit être introduit dans les vingt jours de la délivrance du rapport au membre du personnel par le chef d'établissement, au moyen d'un envoi recommandé.

L'annulation du rapport défavorable ne peut être prononcée qu'en raison de l'incompétence matérielle ou temporelle de l'auteur de l'acte, d'un vice de procédure, d'un vice de forme ou d'une erreur de droit, à l'exclusion des éléments de faits du dossier.

Le directeur général ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses compétences se prononce dans le délai d'un mois à dater du recours. ».

Art. 31. Dans le même arrêté royal, à l'article 8, les mots « par le Ministre » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement ».

Art. 32. Dans le même arrêté royal, à l'article 8*bis*, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le mot « pli » est remplacé par le mot « envoi »;

2° à l'alinéa 3, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969. », sont ajoutés après les mots « de la réclamation ».

Art. 33. Dans le même arrêté royal, à l'article 9, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux alinéas 1^{er} et 4, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

b) aux alinéas 2 et 3, les mots « le Gouvernement, dans les 10 jours » sont remplacés par les mots « le Ministre, dans les 10 jours »;

c) à l'alinéa 4, le mot « envoi » est inséré entre les mots « introduire par » et « recommandé », et les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969. », sont insérés entre les mots « de la réclamation » et les mots « Le Gouvernement prend sa décision »;

d) les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 6 :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 34. Dans le même arrêté royal, à l'article 9*ter*, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

3° il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Dans les dix jours de la notification visée au § 3, le membre du personnel peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours, en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté du 22 mars 1969. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 35. Dans le même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées à l'article 15bis :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « pli » est remplacé par le mot « envoi »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969. », sont ajoutés après les mots « de la réclamation ».

Art. 36. Dans le même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées à l'article 18 :

- 1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 2° au § 3, alinéa 2, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 » sont ajoutés après les mots « date de réception de la réclamation »;
- 3° au § 3, les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 5 :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 37. Dans le même arrêté royal, à l'article 19bis, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
- 2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

- 3° il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Dans les dix jours de la notification visée au § 3, le membre du personnel peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours, en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 38. Dans le même arrêté royal, à l'article 25bis, alinéa 1^{er}, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969. », sont ajoutés après les mots « date de réception ».

Art. 39. Dans le même arrêté royal, à l'article 29, les mots « par le Ministre » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement ».

Art. 40. Dans le même arrêté royal, à l'article 29bis, alinéa 5, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 147, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969. » sont ajoutés après les mots « date de la réception ».

Art. 41. Dans le même arrêté royal, il est ajouté un article 49septies/1, rédigé comme suit :

« Article 49septies/1. – Les maîtres de religion visés aux articles 49ter à 49quinquies voient leurs anciennetés de fonction et de service acquises dans cette fonction, réputées comme ancienneté de fonction en qualité de maître de philosophie et de citoyenneté au sens de l'article 5quinquies. Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction. » ».

Art. 42. Dans le même arrêté royal, il est ajouté un article 49quaterdecies, rédigé comme suit :

« Article 49quaterdecies. – Les professeurs de religion visés à l'article 49nonies voient leurs anciennetés de fonction et de service acquises dans cette fonction, réputées comme ancienneté de fonction en qualité de professeur de philosophie et de citoyenneté au sens de l'article 5quinquies. Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

Art. 43. Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées à l'article 22 :

- 1° à l'alinéa 2, les mots « dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « vingt jours »;

- 2° à l'alinéa 3, les mots « au Gouvernement » sont remplacés par les mots « au Ministre » et les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation »;
- 3° à l'alinéa 4, les mots « Le Gouvernement » sont remplacés par les mots « Le Ministre ».

Art. 44. Dans le même arrêté royal, à l'article 23, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « prenant cours le jour de sa notification, » sont supprimés;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Préalablement à toute proposition de licenciement, le membre du personnel technique temporaire doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire envisage de proposer le licenciement du membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. ».

- 3° à l'alinéa 8, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de deux mois » et les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation »;

- 4° les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 10 :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3^e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2^e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 45. Dans le même arrêté royal, à l'article 23*bis*, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 5 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3^e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2^e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

- 2° les alinéas suivants sont ajoutés après l'ancien alinéa 6, qui devient l'alinéa 8 :

« Dans les dix jours de la notification visée aux alinéas 5 à 7, le membre du personnel peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours, en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 46. Dans le même arrêté royal, à l'article 25, les termes « par Nos Ministres » sont remplacés par les termes « par le Gouvernement ».

Art. 47. Dans le même arrêté royal, à l'article 39, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, alinéas 2, 3 et 4, et au § 2, le mot « Ministre » est remplacé par le mot « Gouvernement »;
- 2° au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par les alinéas suivants :

« Préalablement à toute proposition de licenciement, le stagiaire doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire envisage de proposer le licenciement du stagiaire doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le stagiaire peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le stagiaire dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

La proposition de licenciement est soumise au stagiaire le jour même où elle est formulée. Le stagiaire vise et date la proposition et la restitue dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où elle lui a été remise. S'il estime que cette proposition n'est pas fondée, il vise en conséquence la proposition, la date et la restitue dans le même délai. La procédure se poursuit lorsque le stagiaire refuse de viser la proposition. ».

3° au § 1^{er}, alinéa 3, qui devient le nouvel alinéa 4, les mots « de deux mois » sont remplacés par les mots « d'un mois » et les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation »;

4° au § 1^{er}, les alinéas suivants sont ajoutés après le dernier alinéa :

Art. 48. Dans le même arrêté royal, à l'article 41*bis*, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° l'alinéa 5 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

3° les alinéas suivants sont ajoutés après l'ancien alinéa 6, qui devient l'alinéa 8 :

« Dans les dix jours de la notification visée à l'alinéa 5, le stagiaire peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer. La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours, en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 49. Dans le même arrêté royal, à l'article 50, alinéa 1^{er}, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. » sont ajoutés après les mots « date de réception ».

Art. 50. Dans le même arrêté royal, à l'article 58, alinéa 3, le mot « ouvrables » est supprimé.

Art. 51. Dans le même arrêté royal, à l'article 60, alinéa 1^{er}, les mots « entre le 15 et le 31 mai » sont remplacés par les mots « entre le 15 avril et le 15 mai ».

Art. 52. Dans le même arrêté royal, à l'article 63, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « deux jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours »;

2° à l'alinéa 3, le mot « ouvrables » est supprimé;

3° à l'alinéa 4, les mots « quinze jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours »;

4° à l'alinéa 5, les mots « ouvrables » et « maximal » sont supprimés;

5° à l'alinéa 5, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3. » sont ajoutés après les mots « date de la réception ».

Art. 53. Dans le même arrêté royal, à l'article 130, le point 6. est remplacé par le point suivant: « 6. la rétrogradation ».

Art. 54. Dans le même arrêté royal, à l'article 155, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« La Chambre de recours ne se réunit pas entre le 15 juillet et le 15 août et par conséquent le délai endéans lequel la Chambre de recours doit émettre son avis est suspendu durant cette période. ».

Art. 55. Dans le même arrêté royal, à l'article 165*bis*, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 2, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception » sont ajoutés après les mots « à la poste »;

b) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

c) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. »;

3° au § 4, alinéa 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

4° au § 6, à l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé », à l'alinéa 3, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé » et aux alinéas 3 et 4, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 56. Dans le même arrêté royal, à l'article 165*quinquies*, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 2, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;

b) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

c) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. ».

3° au § 4, alinéa 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 57. Dans le même arrêté royal, à l'article 186, § 2, alinéa 5, les mots « , en appliquant la suspension de délai prévue à l'article 155, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « trois mois maximum ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 58. Dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, à l'article 79, les termes : « et la rétrogradation » sont ajoutés après les termes : « - 5 ans pour la suspension disciplinaire ».

Art. 59. Dans le même décret, l'article 83, dernier alinéa, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les délais visés à l'alinéa 1^{er}, ainsi qu'aux articles 42, § 3, alinéa 9; 70, § 3, alinéa 3; 71septies § 2, alinéa 2, et 74, § 2, sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 60. Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, à l'article 27bis, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2^{ème} tiret, les mots « la députation permanente du Conseil provincial » sont remplacés par les mots « le collège provincial ».

2° il est ajouté un 6^{ème} tiret, rédigé comme suit :

« - dans les établissements d'enseignement relevant de pouvoirs organisateurs créés en application du décret du 17 novembre 2016 autorisant la Communauté française à s'associer à des tierces parties au sein d'une personne morale de droit public et en fixant la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle, le conseil d'administration de ces établissements. ».

Art. 61. Dans le même décret, aux articles 59bis, 2°, et 65, § 2, alinéa 3, les mots « la députation permanente » sont remplacés par les mots « le collège provincial ».

Art. 62. Dans le même décret, à l'article 74, 3°, les termes : « et la rétrogradation » sont ajoutés après les termes : « 3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire; ».

Art. 63. Dans le même décret, l'article 79bis est complété comme suit :

« Les délais visés aux articles 25, § 1^{er}, 1°; 30 § 1^{er}, alinéa 7; 65, § 3, alinéa 3 et 83, § 1, alinéa 3, attribués à la Chambre de recours pour rendre son avis motivé, sont suspendus durant cette période. ».

Art. 64. Dans le même décret, à l'article 87, alinéa 3, les mots « de la députation permanente » sont remplacés par les mots « du collège provincial ».

Art. 65. Dans le même décret, à l'article 94, alinéa 3, les mots « de la députation permanente » sont remplacés par les mots « du collège provincial » et les mots « En ce qui concerne les pouvoirs organisateurs créés en application du décret du 17 novembre 2016 autorisant la Communauté française à s'associer à des tierces parties au sein d'une personne morale de droit public et en fixant la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle, elle est exercée par le président du pouvoir organisateur ou son délégué. » sont ajoutés après les mots « le bourgmestre ou son délégué. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 66. Dans le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :

1° au b., les mots « à un jour par semaine pour toute la durée de cette mission » sont remplacés par les mots « à 6 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement fondamental, à 5 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement secondaire inférieur et à 4 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement secondaire supérieur, pour toute la durée de cette mission; »

2° au c., les mots « à un jour par semaine pour toute la durée de cette mission » sont remplacés par les mots « à 6 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement fondamental, à 5 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement secondaire inférieur et à 4 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement secondaire supérieur, pour toute la durée de cette mission. »

Art. 67. Dans le même décret, à l'article 14, alinéa 1^{er}, les mots « ou victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle » sont insérés entre les mots « disponibilité pour maladie » et « qui a été reconnu ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés*

Art. 68. Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, à l'article 69, les points 5., 6. et 7. sont supprimés et sont remplacés par les points suivants :

5. la rétrogradation;
6. la mise en disponibilité par mesure disciplinaire;
7. la démission disciplinaire;
8. la révocation.

Art. 69. Dans le même décret, à l'article 80, 3°, les termes : « et la rétrogradation » sont ajoutés après les termes : « 3° de cinq ans pour la suspension par mesure disciplinaire ».

Art. 70. Dans le même décret, l'article 97 est complété comme suit :

« Les délais visés aux articles 16, alinéas 3 et 4; 25, § 1^{er}, alinéa 6; 26, § 1^{er}, alinéa 7; 32, § 1^{er}, alinéa 6; 52, § 3, alinéa 3, et 70, § 3, alinéa 4, attribués à la Chambre de recours pour rendre son avis motivé, sont suspendus durant cette période. ».

CHAPITRE VIII. — Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002
fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

Art. 71. Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, à l'article 43, § 1^{er}, 12°, les mots « à l'article 31 » sont remplacés par les mots « à l'article 32 ».

Art. 72. Dans le même décret, à l'article 52, les mots « une mutation » sont remplacés par les mots « un changement d'affectation ».

Art. 73. Dans le même décret, à l'article 81, les points 5., 6. et 7. sont supprimés et sont remplacés par les points suivants :

5. la rétrogradation;
6. la mise en disponibilité par mesure disciplinaire;
7. la démission disciplinaire;
8. le licenciement pour faute grave.

Art. 74. Dans le même décret, à l'article 91, 3°, les termes : « et la rétrogradation » sont ajoutés après les termes : « 3° de cinq ans pour la suspension par mesure disciplinaire ».

Art. 75. Dans le même décret, l'article 107 est complété comme suit :

« Les délais visés aux articles 33, § 1^{er}, alinéa 6; 43, § 1^{er}, alinéa 7; 64, § 3, alinéa 3; 82, § 3, alinéa 3, et 110sexies, § 1^{er}, alinéa 7, attribués à la Chambre de recours pour rendre son avis motivé, sont suspendus durant cette période. ».

CHAPITRE IX. — Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004
fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier
et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 76. Dans le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, à l'article 15, alinéa 1^{er}, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3, » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation ».

Art. 77. Dans le même décret, à l'article 32, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, les mots « dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « vingt jours »;
- 2° à l'alinéa 4, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3, » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation »;
- 3° aux alinéas 4 et 5, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 78. Dans le même décret, à l'article 33, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « prenant cours le jour de sa notification, » sont supprimés.
- 2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »
- 3° aux § 2, sauf à la première ligne de l'alinéa 5, et au § 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;
- 4° au § 2, les alinéas suivants sont ajoutés après l'alinéa 5 :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel administratif soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

- 5° au § 3, le mot « envoi » est inséré entre les mots « introduire par » et le mot « recommandé », les mots « dans un délai maximum d'un mois » sont remplacés par les mots « dans un délai de deux mois » et les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3, » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation ».

Art. 79. Dans le même décret, à l'article 34, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel administratif soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Dans les dix jours de la notification visée au § 3, le membre du personnel administratif peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours, sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 80. Dans le même décret, à l'article 53, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation »;

2° il est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Préalablement à toute proposition de licenciement ou de prolongation de stage, le stagiaire doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire envisage de proposer le licenciement ou la prolongation du stage doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par envoi recommandé avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. »;

3° les alinéas suivants sont ajoutés après le dernier alinéa :

« Le licenciement ou la prolongation de stage est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement ou la prolongation de stage peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 81. Dans le même décret, à l'article 55, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

3° il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Dans les dix jours de la notification visée au § 3, le membre du personnel administratif stagiaire peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours, sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 82. Dans le même décret, à l'article 69, alinéa 2, les mots « le 15 et 31 mai » sont remplacés par les mots « le 15 avril et le 15 mai ».

Art. 83. Dans le même décret, à l'article 72, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « Le chef d'établissement en accuse réception. » sont ajoutés après les mots « deux jours ouvrables » et les mots « deux jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours »;

2° à l'alinéa 3, le mot « ouvrables » est supprimé et les mots « Le chef d'établissement en accuse réception. » sont ajoutés après les mots « annexée au bulletin de signalement. »;

3° à l'alinéa 4, les mots « quinze jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours »;

4° à l'alinéa 5, le mot « ouvrables » est supprimé;

5° à l'alinéa 6, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

6° à l'alinéa 6, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « la date de réception ».

7° aux alinéas 6 et 7, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 84. Dans le même décret, l'article 96 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 96. - Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel administratif, nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° le déplacement disciplinaire;
- 5° la suspension disciplinaire;
- 6° la rétrogradation;
- 7° la mise en non-activité disciplinaire;
- 8° la démission disciplinaire;
- 9° la révocation. ».

Art. 85. Dans le même décret, l'article 97 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 97. - Le rappel à l'ordre, la réprimande et la retenue sur traitement font l'objet d'une proposition motivée soit du directeur soit du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, et sont prononcés par le Ministre.

Les autres peines disciplinaires font l'objet d'une proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, et sont prononcées collégalement par le Gouvernement. ».

Art. 86. Dans le même décret, à l'article 107, alinéa 1^{er}, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « dossier complet de l'affaire ».

Art. 87. Dans le même décret, à l'article 121, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « au Gouvernement » sont remplacés par les mots « au Ministre compétent ou au Gouvernement, selon le cas »;
- 2° deux nouveaux alinéas sont ajoutés, rédigés comme suit :

« Sauf dans les cas de suspension de la procédure disciplinaire en application de l'article 104 ou d'une disposition contraire, la Chambre de recours doit donner un avis dans les trois mois qui suivent la réception du recours introduit par le membre du personnel.

La Chambre de recours ne se réunit pas entre le 15 juillet et le 15 août et le délai endéans lequel la Chambre de recours doit émettre son avis est suspendu durant cette période. ».

Art. 88. Dans le même décret, à l'article 123, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1, les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Ministre compétent ou du Gouvernement, selon le cas, »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Ministre compétent ou le Gouvernement, selon le cas, ».

Art. 89. Dans le même décret, à l'article 126, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, alinéa 2, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;
- 2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;
 - b) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »
 - c) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. »;
- 3° au § 4, alinéa 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;
- 4° au § 6, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
 - b) à l'alinéa 3, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
 - c) aux alinéas 3 et 4, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 90. Dans le même décret, à l'article 129, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, alinéa 2, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;
- 2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;
 - b) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;
 - c) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. »;
- 3° au § 4, alinéa 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 91. Dans le même décret, à l'article 162, § 2, alinéa 5, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 121, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « de trois mois maximum ».

Art. 92. Dans le même décret, à l'article 190, § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si le membre du personnel ouvrier temporaire estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les vingt jours qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours. ».

2° l'alinéa 4 est remplacé par les alinéas suivants :

« La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ouvrier refuse de viser le rapport.

La Chambre de recours donne son avis au Ministre dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation, sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3.

Le Ministre prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours ou du dossier dont elle est dessaisie. ».

Art. 93. Dans le même décret, à l'article 191, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° au § 6, l'alinéa 1 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel ouvrier soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3^e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2^e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné.

Le membre du personnel ouvrier peut, dans les dix jours ouvrables de la notification, introduire par envoi recommandé une réclamation écrite auprès du directeur qui en accuse réception et la fait parvenir aussitôt à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation, sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3. ».

3° au § 6, à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 5, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre » et les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de deux mois ».

Art. 94. Dans le même décret, à l'article 192, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3^e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2^e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

3° au § 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « envoi » est inséré entre les mots « peut introduire, » et le mot « recommandé »;

b) à l'alinéa 4, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « avis de la chambre de recours » et les mots « les trente jours » sont remplacés par les mots « le mois à dater ».

Art. 95. Dans le même décret, à l'article 203, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « réception de la réclamation »;

2° il est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Préalablement à toute proposition de licenciement ou de prolongation de stage, le stagiaire doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le directeur ou le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire envisage de proposer le licenciement ou la prolongation du stage doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par envoi recommandé avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. »;

3° les alinéas suivants sont ajoutés après le dernier alinéa :

« Le licenciement ou la prolongation de stage est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3^e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement ou la prolongation de stage peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

Art. 96. Dans le même décret, à l'article 205, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »

2° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Le licenciement est notifié au membre du personnel soit par envoi recommandé, lequel produit ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception, laquelle produit ses effets le jour de cette notification.

Le licenciement peut aussi être notifié par exploit d'huissier de justice, lequel produit ses effets le jour même s'il est notifié à personne ou remis en mains propres à un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire, au domicile ou, à défaut, à la résidence de ce dernier.

Si l'exploit d'huissier n'a pu être signifié selon les modalités reprises à l'alinéa précédent, il produit ses effets le 2e jour ouvrable suivant la date du dépôt de la copie de l'exploit au domicile ou, à défaut, à la résidence du destinataire, ou la date de la remise de la copie de l'exploit au Procureur du Roi du ressort concerné. ».

3° au § 3, les alinéas suivants sont ajoutés après le dernier alinéa :

« Dans les dix jours de la notification visée à l'alinéa précédent, le membre du personnel ouvrier stagiaire peut introduire, par envoi recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement statue dans le mois à dater de la réception de l'avis de la Chambre de recours sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3. ».

Art. 97. Dans le même décret, à l'article 217, alinéa 2, les mots « entre le 15 et 31 mai » sont remplacés par les mots « entre le 15 avril et le 15 mai ».

Art. 98. Dans le même décret, à l'article 220, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le chef d'établissement en accuse réception. » sont ajoutés après les mots « deux jours ouvrables » et les mots « deux jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours »;

2° à l'alinéa 2, le mot « ouvrables » est supprimé;

3° à l'alinéa 3, les mots « quinze jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours » et les mots « Le chef d'établissement en accuse réception. » sont ajoutés après les mots « annexée au bulletin de signalement. »;

4° à l'alinéa 4, le mot « ouvrables » est supprimé, et les mots « trois » et « au Gouvernement » sont remplacés respectivement par les mots « deux » et « au Ministre »;

5° à l'alinéa 4, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « à partir de la date de réception ».

6° à l'alinéa 5, les mots « Le Gouvernement » sont remplacés par les mots « Le Ministre ».

Art. 99. Dans le même décret, l'article 240 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 240. - Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel ouvrier, nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

1°. le rappel à l'ordre;

2°. la réprimande;

3°. la retenue sur traitement;

4°. le déplacement disciplinaire;

5°. la suspension disciplinaire;

6°. la rétrogradation;

7°. la mise en non-activité disciplinaire;

8°. la démission disciplinaire;

9°. la révocation. ».

Art. 100. Dans le même décret, l'article 241 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 241. - Le rappel à l'ordre et la réprimande font l'objet d'une proposition motivée soit du directeur soit du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, et sont prononcés par le Ministre.

La retenue sur traitement fait l'objet d'une proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou du délégué dudit fonctionnaire, et est prononcée par le Ministre.

Les autres peines disciplinaires font l'objet d'une proposition motivée du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire, et sont prononcées collégalement par le Gouvernement. ».

Art. 101. Dans le même décret, à l'article 251, alinéa 1^{er}, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « dossier complet de l'affaire ».

Art. 102. Dans le même décret, à l'article 262, alinéas 2 et 5, les mots « au Gouvernement » sont remplacés par les mots « au Ministre compétent ou au Gouvernement, selon le cas. ».

Art. 103. Dans le même décret, à l'article 265, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « au Gouvernement » sont remplacés par les mots « au Ministre compétent ou au Gouvernement, selon le cas »;

2° deux nouveaux alinéas sont ajoutés, libellés comme suit :

« Sauf dans les cas de suspension de la procédure disciplinaire en application de l'article 248 ou d'une disposition contraire, la Chambre de recours doit donner un avis dans les trois mois qui suivent la réception du recours introduit par le membre du personnel.

La Chambre de recours ne se réunit pas entre le 15 juillet et le 15 août et le délai endéans lequel la Chambre de recours doit émettre son avis est suspendu durant cette période. ».

Art. 104. Dans le même décret, à l'article 267, les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Ministre compétent ou du Gouvernement, selon le cas, » et les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Ministre compétent ou l'autorité compétente ».

Art. 105. Dans le même décret, à l'article 270, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 2, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;

b) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

c) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. »;

3° au § 4, alinéa 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

4° au § 6, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

b) à l'alinéa 3, les mots « lettre recommandée » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

c) aux alinéas 3 et 4, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 106. Dans le même décret, à l'article 273, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 2, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;

b) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

c) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. ».

3° au § 4, alinéa 3, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 107. Dans le même décret, à l'article 277, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 2, le mot « directeur » est remplacé par le mot « Ministre »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « directeur » est remplacé par le mot « par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire »;

b) à l'alinéa 4, les mots « ou lettre de la main à la main avec accusé de réception, » sont ajoutés après les mots « à la poste, »;

c) aux alinéas 2, 4 et 6, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

d) l'alinéa 7 est complété par les mots suivants :

« Si elle est notifiée en mains propres, elle prend effet le jour de cette notification. »;

3° au § 4, alinéa 3, le mot « directeur » est remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 108. Dans le même décret, à l'article 308, § 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé »;

2° à l'alinéa 6, les mots « , sans préjudice de l'application de l'article 265, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « dont elle est dessaisie ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

Art. 109. Dans le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, à l'article 52, l'alinéa 6 est complété comme suit :

« Les délais visés aux articles 15, alinéas 3 et 4; 24 § 1^{er}, alinéa 5; 26 § 1^{er}, alinéa 9; 31 § 1^{er}, alinéa 7; 38 § 3, alinéa 4 et 78 § 1^{er}, alinéa 3, attribués à la Chambre de recours pour rendre son avis motivé, sont suspendus durant cette période. ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 110. Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les modifications suivantes sont apportées à l'article 43 :

1° à l'alinéa 2, les mots « l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire »;

- 2° à l'alinéa 4, les mots « l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou le délégué dudit fonctionnaire ».

Art. 111. Dans le même décret, au tableau 1, à la rubrique « sous-directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit », au point *b)* de la colonne « 3. Titres de capacité », les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « jugés » est inséré entre les mots « titres » et « suffisants »;
- b) les mots « d'éducateur ou d'éducateur secrétaire » sont remplacés par les mots « de surveillant-éducateur »;
- c) les mots « , délivré par l'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur, » sont insérés entre les mots « du 1^{er} degré au moins » et « complété par un titre pédagogique ».

Art. 112. Dans le même décret, au tableau 2, à la rubrique « Directeur de l'enseignement secondaire Artistique à horaire réduit », à la colonne « 3. Titres de capacité », il est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le membre du personnel qui, à la veille du 1^{er} septembre 2018, occupait la fonction de sous-directeur dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et était dans les conditions d'accès à la fonction de directeur dans ledit enseignement est considéré comme étant encore dans les conditions d'accès à la fonction précitée. ».

CHAPITRE XII. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement*

Art. 113. Dans le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement, à l'article 25, § 2, alinéa 1^{er}, les points 1° et 2° sont remplacés comme suit :

« — Pour l'enseignement secondaire :

- 1° être porteur d'un master dont la composante disciplinaire est listée en titre requis pour une fonction de l'enseignement secondaire inférieur, en application du décret du 11/04/2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 2° être porteur de l'un des titres pédagogiques suivants : CAP, DAP, CNTM, AESS ou diplôme d'instituteur primaire;

— Pour l'enseignement fondamental :

- 1° être porteur d'un master dont la composante disciplinaire est listée en titre requis pour la fonction analogue à celle de maître d'éducation physique, d'éducation musicale, de seconde langue, de morale non confessionnelle ou de religion (ou l'une de ces fonctions en immersion) de l'enseignement secondaire supérieur, en application du décret du 11/04/2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 2° être porteur de l'un des titres pédagogiques suivants : CAP, DAP, CNTM, AESI, AESS ou diplôme d'instituteur maternel. »

CHAPITRE XIII. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 114. Dans le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, à l'article 14, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Les membres du personnel qui sollicitent pour la première fois le bénéfice des dispositions visées aux alinéas précédents doivent être en fonction dans une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 au moment de la demande.

Lorsqu'une implantation voit son classement modifié et ne bénéficie plus de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3, le membre du personnel qui a bénéficié l'année scolaire qui précède des dispositions des alinéas 1, 2 ou 3 est réputé répondre à la condition posée par l'alinéa précédent pendant les trois années scolaires suivant la modification de classement et jusqu'à ce qu'il soit dans les conditions pour être nommé, engagé à titre définitif ou, dans les réseaux subventionnés, temporaire prioritaire.

Lorsqu'une implantation bénéficiaire de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 est fermée, restructurée ou fusionnée avec une autre implantation et que l'implantation fusionnée ou restructurée ne bénéficie pas de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3, le membre du personnel de l'implantation fermée, restructurée ou fusionnée qui a bénéficié l'année scolaire qui précède des dispositions des alinéas 1, 2 ou 3, est réputé satisfaire à la condition posée à l'alinéa 4 pendant les trois années suivant la fermeture, la restructuration ou la fusion. » ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 115. Dans le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, au titre I, chapitre 4, dans l'intitulé de la section 5, les mots « fonctions enseignantes » sont remplacés par les mots « fonctions de recrutement visées à l'article 1^{er}, alinéa 3 ».

Art. 116. Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées à l'article 36 :

- 1° au § 1^{er}, les mots « fonction enseignante doit être porteur d'un titre de capacité requis ou suffisant comportant la composante » sont remplacés par les mots : « fonction de recrutement visées à l'article 1^{er}, alinéa 3 doit être porteur d'un titre de capacité requis ou suffisant comportant, en outre, pour les fonctions enseignantes, la composante »;
- 2° au § 2, les mots « fonctions enseignantes porteurs d'un titre de capacité requis ou suffisant est soumis à la nécessité » sont remplacés par les mots : « fonctions de recrutement visées à l'article 1^{er}, alinéa 3 porteurs d'un titre de capacité requis ou suffisant est soumis en outre, pour les fonctions enseignantes, à la nécessité ».

Art. 117. Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées à l'article 37 :

1° au § 1^{er}, les mots : « Les porteurs d'un titre de capacité de pénurie » sont remplacés par les mots « Pour les fonctions enseignantes, les porteurs d'un titre de capacité de pénurie »;

2° le § 2 est remplacé par :

« § 2. Les titulaires de fonctions de recrutement des catégories visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, 2° à 5°, porteurs d'un titre de capacité de pénurie listé par le Gouvernement dont la compétence disciplinaire n'est pas reprise comme constitutive d'un titre requis ou suffisant bénéficient à leur demande de tous les droits attachés à la possession d'un titre de capacité suffisant à condition d'avoir acquis le cas échéant, auprès d'établissements scolaires de différents réseaux d'enseignement, de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, d'une ancienneté de fonction de minimum 450 jours accomplis sur 3 années consécutives et calculés selon les modalités reprises à l'article 19, § 2.

Pour les titulaires d'une fonction de recrutement de la catégorie visée à l'article 1^{er}, alinéa 3, 1°, à la condition visée à l'alinéa précédent s'ajoute la condition cumulative d'acquisition d'un des titres pédagogiques visés à l'article 17 pour ceux qui en seraient dépourvus. ».

Art. 118. Dans le même décret, au titre III, chapitre II, section 1, l'article 272, alinéa 2, est complété par les mots : « sauf si l'échelle de traitement afférente à la fonction à laquelle est accroché le cours, exercée sur base d'un autre titre, leur procurerait une rémunération plus élevée en application des dispositions prévues au chapitre VI du titre II. Dans ce cas, ce barème plus avantageux leur est accordé pour l'exercice de ce cours. ».

Art. 119. Dans le même décret, au titre III, chapitre II, section 3, l'article 288*bis*, alinéa 2 est complété par les mots : « sauf si l'échelle de traitement afférente à la fonction à laquelle est accroché le cours, exercée sur base d'un autre titre, leur procurerait une rémunération plus élevée en application des dispositions prévues au chapitre VI du titre II. Dans ce cas, ce barème plus avantageux leur est accordé pour l'exercice de ce cours. ».

Art. 120. Dans le même décret, à l'article 290*bis*, un alinéa 2 rédigé comme suit est ajouté :

« Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion au 31 août 2016 bénéficie également de la possibilité de retourner dans une fonction de recrutement, dans le respect des dispositions statutaires, selon le régime de titres en vigueur avant le 1^{er} septembre 2016. ».

Art. 121. Dans le même décret, à la section VI du chapitre II du titre III, la sous-section 5 intitulée « Dispositions transitoires relatives au certificat en didactique de la philosophie et citoyenneté » est renommée en « Dispositions transitoires relatives au certificat en didactique de la philosophie et citoyenneté, au classement des temporaires prioritaires et la nomination ou engagement à titre définitif ».

Art. 122. Dans le même décret, à l'article 293septedecies, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les termes « section VII » sont remplacés par les termes « section VI »;

2° un nouvel alinéa est inséré entre le 2e et le 3e alinéa, rédigé comme suit :

« Jusqu'au 31 août 2021, les maîtres de philosophie et citoyenneté visés à la section VI ne peuvent être nommés ou engagés à titre définitif que pour le volume de charge qui leur a été attribué, dans cette fonction au sein du Pouvoir organisateur concerné, au 1^{er} octobre de l'année scolaire où doit intervenir la nomination ou engagement à titre définitif. » ».

Art. 123. Dans le même décret, à l'article 293septedecies, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 3 et 4, rédigé comme suit :

« Jusqu'au 1^{er} septembre 2021, les maîtres de philosophies et de citoyenneté bénéficiant des dispositions transitoires prévues à l'alinéa précédent ne peuvent être nommés ou engagés à titre définitif que pour le volume de charge qui leur a été attribué au 1^{er} octobre de l'année scolaire où doit intervenir la nomination ou engagement à titre définitif. ».

Art. 124. Dans le même décret, à la section VII du chapitre II du titre III, la sous-section 4 intitulée « Dispositions transitoires relatives au certificat en didactique de la philosophie et citoyenneté » est renommée « Dispositions transitoires relatives au certificat en didactique de la philosophie et citoyenneté, au classement des temporaires prioritaires et la nomination ou engagement à titre définitif ».

Art. 125. Dans le même décret, à l'article 293septedecies/18, un nouvel alinéa est inséré entre le 2e et le 3e alinéa, rédigé comme suit :

« Jusqu'au 31 août 2021, les professeurs de philosophie et citoyenneté visés à la section VII précitée ne peuvent être nommés ou engagés à titre définitif que pour le volume de charge qui leur a été attribué, dans cette fonction au sein du Pouvoir organisateur concerné, au 1^{er} octobre de l'année scolaire où doit intervenir la nomination ou engagement à titre définitif. ».

Art. 126. Dans le même décret, à l'article 293septedecies/18, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 3 et 4, rédigé comme suit :

« Jusqu'au 31 août 2021, les professeurs de philosophie et de citoyenneté bénéficiant des dispositions transitoires prévues à l'alinéa précédent ne peuvent être nommés ou engagés à titre définitif que pour le volume de charge qui leur a été attribué dans cette fonction, au 1^{er} octobre de l'année scolaire où doit intervenir la nomination ou engagement à titre définitif. » ».

CHAPITRE XV. — *Disposition modifiant le décret-programme du 10 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'enseignement spécialisé, aux Bâtiments scolaires, à l'Enfance, à la Culture, à l'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à l'enseignement de promotion sociale*

Art. 127. Dans le décret du 10 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'enseignement spécialisé, aux Bâtiments scolaires, à l'Enfance, à la Culture, à l'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à l'enseignement de promotion sociale, à l'article 39, § 2, les points 1° et 2° sont remplacés comme suit :

« 1° être porteur d'un master dont la composante disciplinaire est listée en titre requis pour une fonction de l'enseignement secondaire inférieur, en application du décret du 11/04/2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française; »

- 2° être porteur de l'un des titres pédagogiques suivants : CAP, DAP, CNTM, AESS, CAPAES ou diplôme d'instituteur primaire; »

CHAPITRE XVI. — *Entrée en vigueur*

Art. 128. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018, sauf l'article 67, qui produit ses effets au 1^{er} mars 2017, et les articles 9 à 18, 113, 120 et 127 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,

I. SIMONIS

—————
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement.

- Projet de décret, n° 657-1.
- Amendement en commission, n° 657-2
- Rapport de commission, n° 657-3.
- Texte adopté en commission, n° 657-4
- Texte adopté en séance plénière, n° 657-5.

Compte-rendu intégral.

– Discussion et adoption.

Séance du 11 juillet 2018.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/13341]

11 JULI 2018. — Decreet houdende verschillende maatregelen betreffende het statuut van het onderwijzend personeel

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden in artikel 27 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2 worden de woorden "bij dit besluit gevoegd" vervangen door de woorden "door de Regering besloten";

- 2° artikel 27 wordt aangevuld met de volgende leden :

"Een hiërarchisch beroep tegen het ongunstige verslag kan worden ingediend bij de directeur-generaal die bevoegd is voor het statuut van de leden van het onderwijzend personeel, georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Dit hiërarchisch beroep moet bij aangetekend schrijven worden ingesteld binnen twintig dagen na aflevering van het verslag door de schooldirecteur aan het personeelslid.

De nietigverklaring van het ongunstige verslag kan alleen worden uitgesproken vanwege de materiële of tijdelijke onbekwaamheid van de dader van de handeling, een procedureel gebrek, een vormfout of een rechtsdwaling, met uitzondering van de feitelijke elementen in het dossier.

De directeur-generaal die bevoegd is voor het statuut van de leden van het onderwijzend personeel georganiseerd door de Franse Gemeenschap, doet binnen een maand vanaf de datum van het beroep een uitspraak.”.

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 28 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° aangetekend”;
- 2° in lid 4, de woorden ”, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2. ”, worden ingevoegd tussen de woorden ”van de vordering” en de woorden ”De minister neemt zijn beslissing”;
- 3° de volgende leden worden toegevoegd na lid 5 :

”Het ontslag wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een deurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

Art. 3. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 28*bis* de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, eerste lid, worden de woorden ”aangetekende brief” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”;
- 2° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

”De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

- 3° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in lid 1 worden de woorden ”aangetekende brief” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”, de woorden ”twee maanden” vervangen door de woorden ”één maand” en de woorden ”, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2. ” worden toegevoegd na de woorden ”vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift”;
- b) in lid 4 worden de woorden ”na ontvangst van de kennisgeving” vervangen door de woorden ”binnen één maand na de datum van ontvangst van de kennisgeving”.

Art. 4. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 29*bis* de woorden ”bij dit besluit gevoegd. ” vervangen door de woorden ”besloten door de Regering”.

Art. 5. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 38, lid 2, worden de woorden ”door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2. ”, toegevoegd na de woorden ”van het bezwaarschrift”.

Art. 6. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 43 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2, worden de woorden ”, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2. ” toegevoegd na de woorden ”vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift”;
- 2° de volgende leden worden toegevoegd na lid 6 :

”Het ontslag wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

Art. 7. In hetzelfde Koninklijk Besluit, in artikel 43*ter*, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, eerste lid, worden de woorden ”aangetekende brief” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”;

2° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied."

3° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de woorden "aangetekende brief" vervangen door de woorden "aangetekende zending", de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "één maand" en de woorden "door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2." toegevoegd na de woorden "vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift";

b) in lid 4 worden de woorden "na ontvangst van de kennisgeving" vervangen door de woorden "binnen één maand na de datum van ontvangst van de kennisgeving".

Art. 8. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 48, § 2 de woorden "behalve in het onderwijs voor sociale promotie, in de loop van de eerste helft van maart" geschrapt.

Art. 9. In hetzelfde koninklijk besluit, artikel 51ter, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "geniet";

2° in § 1bis worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "geniet".

Art. 10. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 51quater, § 1, lid 1, de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen".

Art. 11. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 51quinquies, § 1, lid 1, de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen".

Art. 12. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 51sexies, § 1, lid 1, worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen".

Art. 13. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 51septies, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen";

2° in lid 3 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "op voorwaarde".

Art. 14. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 51octies, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen";

2° in lid 3 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "op voorwaarde".

Art. 15. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 51nonies, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen";

2° in lid 3 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "op voorwaarde".

Art. 16. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 51decies, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen";

2° in lid 3 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "op voorwaarde".

Art. 17. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 51undecies, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "kan vragen";

2° in lid 3 worden de woorden "of intimidatie" ingevoegd tussen de woorden "daad van geweld" en "op voorwaarde".

Art. 18. In hetzelfde koninklijk besluit, in hoofdstuk IIIbis, wordt paragraaf 7, ingevoegd door het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie opgeheven en vervangen door een nieuwe paragraaf 8 die als volgt is opgesteld :

"Paragraaf 8 - Rechtsbijstand en psychologische bijstand

Artikel 51quindecies. - In deze paragraaf betekent "slachtoffer" het "personeelslid dat slachtoffer wordt van een daad van geweld" zoals gedefinieerd in artikel 51bis, § 1, 3° van dit besluit.

Artikel 51sexdecies. - § 1. Het slachtoffer kan genieten van rechtsbijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3.

§ 2. Rechtsbijstand bestaat uit de volledige of gedeeltelijke betaling van de honoraria en kosten voor advocaat en procedurele kosten.

§ 3. Psychologische bijstand bestaat uit de betaling van maximaal twaalf consultatiesessies bij een psycholoog en/of een psychiater om directe hulp te bieden aan het slachtoffer van een daad van geweld.

§ 4. Het slachtoffer doet een beroep op de hulpverlener van zijn keuze.

Indien van toepassing bezorgt de betrokken dienst, als bedoeld in artikel 51novodecies, hem op zijn verzoek en ter info een lijst van te contacteren hulpverleners in geval van agressie.

Het slachtoffer deelt aan deze betrokken dienst de naam van de hulpverlener(s) van zijn keuze mee die zijn dossier in behandeling neemt/nemen. ”

Artikel 51septdecies. - § 1. Behalve in geval van naar behoren gerechtvaardigde overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag voor rechtsbijstand als bedoeld in artikel 51sexdecies, § 2, en/of psychologische bijstand als bedoeld in artikel 51sexdecies, § 3, in bij aangetekende brief met ontvangstbevestiging, in de maand volgend op het optreden van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn functies in het verplichte onderwijs uitoefent, wordt de in lid 1 bedoelde aanvraag ingediend bij de Algemene Directie van het Verplichte Onderwijs. De Algemene Directie gaat na of aan de voorwaarden van deze paragraaf is voldaan.

Wanneer het slachtoffer zijn functie uitoefent in een niet-universitaire instelling voor hoger onderwijs, wordt de in lid 1 bedoelde aanvraag ingediend bij de Algemene Directie van het Niet-Verplichte Onderwijs.

§ 2. In dezelfde periode stuurt het slachtoffer ook per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging een kopie van de aanvraag naar het inrichtingshoofd, naar de directeur van het centrum voor de Psycho-Medisch-Sociale Centra.

§ 3. De aanvraag geeft, voor zover mogelijk, de waarschijnlijke oorzaken, omstandigheden en gevolgen van de daad van geweld aan.

§ 4. Het inrichtingshoofd of de directeur van het centrum, naargelang het geval, waar het slachtoffer onder valt, stuurt zijn advies naar de Algemene Directie van het Verplicht Onderwijs of naar de Algemene Directie van het Niet-Verplichte Onderwijs binnen drie werkdagen na ontvangst van de kopie van de aanvraag bedoeld in § 1. Hij bezorgt het slachtoffer een kopie van zijn advies.

Artikel 51octodecies. - § 1. Het besluit om bijstand te verlenen wordt genomen binnen 15 werkdagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 51septdecies, § 1, door de Algemene Directie van het Verplicht Onderwijs of de Algemene Directie van het Niet-Verplicht Onderwijs, naargelang het geval.

§ 2. In geval van weigering kan het personeelslid of, in geval van naar behoren gerechtvaardigde overmacht, zijn vertegenwoordiger, in beroep gaan bij de functionele Minister via de Algemene Directie van het Verplicht Onderwijs of de Algemene Directie van het Niet-Verplichte Onderwijs.

Het beroep wordt per aangetekend schrijven ingediend binnen de 15 werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering om bijstand te verlenen.

Artikel 51novodecies. - § 1. Het beheer van de juridische en psychologische bijstand ressorteert onder de Algemene Dienst Steun van de Algemene Directie Audit, Coördinatie en Steun.

§ 2. In deze paragraaf moet onder betrokken Dienst de Dienst worden begrepen die is bedoeld in § 1.

Artikel 51vicies. - § 1. De terugbetaling van de honoraria en kosten van advocaat, procedure en raadpleging van een psycholoog en/of psychiater mag per schadegeval niet meer dan 3.718,40 euro bedragen.

§ 2. Bij wijze van uitzondering kan de terugbetaling op naar behoren gemotiveerd verzoek de in lid 1 vastgestelde drempel overschrijden. Het slachtoffer of, in geval van naar behoren gemotiveerde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient dit naar behoren gemotiveerde verzoek in bij de betrokken Dienst.

§ 3. Kosten die geheel of gedeeltelijk worden vergoed of terugbetaald krachtens een andere wettelijke of reglementaire bepaling, of krachtens een verzekeringscontract dat door het slachtoffer of door een derde is gesloten, geven geen aanleiding tot een tussenkomst.

§ 4. Het slachtoffer bezorgt de documenten die de uitgaven rechtvaardigen aan de betrokken Dienst. Hiertoe worden meer bepaald de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke aktes bezorgd binnen 10 werkdagen na de overhandiging of betekening ervan.

§ 5. De betrokken Dienst beoordeelt de kosten- en honorariastaten bedoeld in leden 1 en 2. Deze Dienst kan zijn tussenkomst weigeren of onderbreken wanneer hij van mening is :

- 1° dat de stelling van het slachtoffer niet verdedigbaar is;
- 2° dat het transactievoorstel van de derde billijk en ernstig is;
- 3° dat een beroep tegen een rechterlijke beslissing geen serieuze kans van slagen maakt.

De kosten of honoraria waarvoor de betreffende Dienst zijn tussenkomst op grond van het vorige lid heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel gedekt wanneer het slachtoffer in het gelijk wordt gesteld door een definitieve beslissing die niet onderworpen is aan een gewoon of buitengewoon beroep.

Tegen de beslissing van de betrokken Dienst om zijn tussenkomst te weigeren of te onderbreken kan binnen 20 werkdagen na ontvangst van de genoemde beslissing beroep worden aangetekend bij de Minister die belast is met Ambtenarenzaken.

Artikel 51unovicies. - De kredieten die nodig zijn om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit juridische en psychologische bijstand, zijn opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst zijn toegekend. ”

Art. 19. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 64, lid 2, worden de woorden ”, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2. ” toegevoegd na de woorden ”vanaf de datum van ontvangst”.

Art. 20. In hetzelfde Koninklijk Besluit worden in artikel 70, tweede lid, de woorden ”tussen een en 15 mei” vervangen door de woorden ”tussen 15 april en 15 mei”.

Art. 21. In hetzelfde Koninklijk Besluit worden in artikel 72, § 3 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden ”Het inrichtingshoofd bevestigt de ontvangst ervan. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid weigert om het bewijs voor gezien te tekenen of niet teruggeeft nadat het het binnen de voorgeschreven periode heeft getekend voor gezien. ”;

- 2° in lid 2 worden de woorden "Het inrichtingshoofd bevestigt de ontvangst ervan." toegevoegd na de woorden "bijgevoegd bij het meldingsbericht. ";
- 3° in lid 3 worden de woorden "vijftien dagen" vervangen door de woorden "tien dagen".
- 4° in lid 4 worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2." toegevoegd na de woorden "op de datum van ontvangst".

Art. 22. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 75 de woorden "door de Uitvoerende Macht." vervangen door de woorden "door de Overheid".

Art. 23. In hetzelfde koninklijk besluit wordt artikel 91*decies* aangevuld met de volgende leden :

"Een hiërarchisch beroep tegen het ongunstige verslag kan worden ingediend bij de directeur-generaal die bevoegd is voor het statuut van de leden van het onderwijzend personeel, georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Dit hiërarchisch beroep moet bij aangetekend schrijven worden ingesteld binnen twintig dagen na aflevering van het verslag door de schooldirecteur aan het personeelslid.

De nietigverklaring van het ongunstige verslag kan alleen worden uitgesproken vanwege de materiële of tijdelijke onbekwaamheid van de dader van de handeling, een procedureel gebrek, een vormfout of een rechtsdwaling, met uitzondering van de feitelijke elementen in het dossier.

De directeur-generaal die bevoegd is voor het statuut van de leden van het onderwijzend personeel georganiseerd door de Franse Gemeenschap, doet binnen een maand vanaf de datum van het beroep een uitspraak. "

Art. 24. In hetzelfde Koninklijk Besluit wordt in artikel 147 een tweede lid toegevoegd, opgesteld als volgt :

"De Kamer van Beroep komt niet bijeen tussen 15 juli en 15 augustus en daarom wordt de termijn waarbinnen de Kamer van Beroep advies moet uitbrengen, gedurende deze periode opgeschort. "

Art. 25. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 157*bis* de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 3, lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging" toegevoegd na de woorden "per post";
- 2° in § 3, leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 3° in § 3 wordt lid 7 aangevuld met de volgende woorden :
"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving. ";
- 4° in § 6, lid 2 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 5° in § 6, alinea 3, worden de woorden "aangetekende brief" vervangen door de woorden "aangetekende zending".

Art. 26. In hetzelfde Koninklijk Besluit, in artikel 157*sexies*, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging" toegevoegd na de woorden "per post,";
- 2° in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 3° lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :
"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving. "

Art. 27. In hetzelfde Koninklijk Besluit worden in artikel 167*quater*, § 2 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 1 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in lid 5 worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2." toegevoegd na de woorden "maximaal één maand".

Art. 28. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 169*septies*/1 toegevoegd, dat als volgt is opgesteld :

"Artikel 169*septies*/1. – De anciënniteit in functie en dienst van leermeesters zedenleer zoals bedoeld in de artikelen 169*ter* tot 169*quinquies* die ze hebben verworven in die functie, wordt beschouwd als anciënniteit in functie als meester filosofie en burgerzin in de betekenis van artikel 40. Ze kunnen zich echter alleen beroepen op deze waardering om te dingen naar dezelfde functie. "

Art. 29. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 169*quaterdecies* toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

"Artikel 169*quaterdecies*. – De anciënniteit in functie en dienst van leermeesters zedenleer zoals bedoeld in de artikelen 169*quaterdecies* die ze hebben verworven in die functie, wordt beschouwd als anciënniteit in functie als meester filosofie en burgerzin in de betekenis van artikel 40. Ze kunnen zich echter alleen beroepen op deze waardering om te dingen naar dezelfde functie. "

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 30. In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht aan artikel 7 :

- 1° in lid 1 worden de woorden "Aan het einde van een periode van voortdurende activiteit van een tijdelijke leermeester of hoogleraar godsdienst stelt het inrichtingshoofd een verslag op van de manier waarop dit personeelslid zijn taak heeft vervuld." vervangen door de woorden "Een tijdelijke leermeester of hoogleraar godsdienst wordt geacht zijn taak op bevredigende wijze te hebben vervuld zolang er geen ongunstig verslag over hem wordt opgesteld door het inrichtingshoofd. Desgevallend wordt dit ongunstige verslag uiterlijk aan het einde van elke periode van activiteit opgesteld. ";

2° artikel 7 wordt aangevuld met de volgende leden :

"Een hiërarchisch beroep tegen het ongunstige verslag kan worden ingediend bij de directeur-generaal die bevoegd is voor het statuut van de leden van het onderwijzend personeel, georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Dit hiërarchisch beroep moet bij aangetekend schrijven worden ingesteld binnen twintig dagen na aflevering van het verslag door het inrichtingshoofd aan het personeelslid.

De nietigverklaring van het ongunstige verslag kan alleen worden uitgesproken vanwege de materiële of tijdelijke onbekwaamheid van de dader van de handeling, een procedureel gebrek, een vormfout of een rechtsdwaling, met uitzondering van de feitelijke elementen in het dossier.

De directeur-generaal die bevoegd is voor het statuut van de leden van het onderwijzend personeel georganiseerd door de Franse Gemeenschap, doet binnen een maand vanaf de datum van het beroep een uitspraak."

Art. 31. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 8 de woorden "door de Minister" vervangen door de woorden "door de Regering".

Art. 32. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 8bis de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 wordt het woord "briefomslag" vervangen door het woord "zending";

2° in lid 3 worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.", toegevoegd na de woorden "van het bezwaarschrift".

Art. 33. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 9 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, lid 2, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de leden 1 en 4 wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";

b) in de leden 2 en 3 worden de woorden "de Regering binnen 10 dagen" vervangen door "de Minister binnen 10 dagen";

c) in lid 4 wordt het woord "zending" ingevoegd tussen de woorden "invoeren door" en "aangetekend" en worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.", ingevoegd tussen de woorden "van het bezwaarschrift" en de woorden "De Regering neemt haar beslissing";

d) de volgende leden worden toegevoegd na lid 6 :

"Het ontslag wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied."

Art. 34. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 9ter de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 1, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";

2° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied."

3° er wordt een lid 4 toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

"§ 4. Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in § 3, kan het personeelslid bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969. De Regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep."

Art. 35. In hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 15*bis* :

- 1° in lid 1 wordt het woord "briefomslag" vervangen door het woord "zending";
- 2° in lid 2 worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.", toegevoegd na de woorden "van het bezwaarschrift".

Art. 36. In hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 18 :

- 1° in § 1, lid 2, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in § 3, lid 2, worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969" toegevoegd na de woorden "datum van ontvangst van het bezwaarschrift";
- 3° in § 3 worden de volgende leden toegevoegd na lid 5 :

"Het ontslag wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied."

Art. 37. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 19*bis* de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, lid 1, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in § 3, wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied."

- 3° er wordt een lid 4 toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

"§ 4. Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in § 3, kan het personeelslid bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2. De Regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep."

Art. 38. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 25*bis*, lid 1, de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969." toegevoegd na de woorden "datum van ontvangst".

Art. 39. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 29 de woorden "door de Minister" vervangen door de woorden "door de Regering".

Art. 40. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 29*bis*, lid 5, de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 147, lid 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969." toegevoegd na de woorden "datum van ontvangst".

Art. 41. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 49*septies*/1 toegevoegd, dat als volgt is opgesteld :

"Artikel 49*septies*/1. – De anciënniteit in functie en dienst van leermeesters zedenleer zoals bedoeld in de artikelen 49*ter* tot 49*quinquies* die ze hebben verworven in die functie, wordt beschouwd als anciënniteit in functie als meester filosofie en burgerzin in de betekenis van artikel 5*quinquies*. Ze kunnen zich echter alleen beroepen op deze waardering om te dingen naar dezelfde functie."

Art. 42. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 49*quaterdecies* toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

"Artikel 49*quaterdecies*. – De anciënniteit in functie en dienst van hoogleraren zedenleer zoals bedoeld in artikel 49*nonies* die ze hebben verworven in die functie, wordt beschouwd als anciënniteit in functie als hoogleraar filosofie en burgerzin in de betekenis van artikel 5*quinquies*. Ze kunnen zich echter alleen beroepen op deze waardering om te dingen naar dezelfde functie."

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra*

Art. 43. In het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 22 :

- 1° in lid 2 worden de woorden "tien werkdagen" vervangen door de woorden "twintig dagen";
- 2° in lid 3 worden de woorden "aan de Regering" vervangen door de woorden "aan de Minister" en de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3. " toegevoegd na de woorden "ontvangst van het bezwaarschrift";
- 3° in lid 4 worden de woorden "De Regering" vervangen door de woorden "De Minister".

Art. 44. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 23 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 1 worden de woorden "van kracht op de dag van de kennisgeving ervan" geschrapt;
- 2° lid 2 wordt vervangen door het volgende lid :

"Voorafgaand aan elk voorstel tot ontslag moet het lid van het tijdelijk technisch personeel zijn uitgenodigd om te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting en de gronden waarop de directeur of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar van plan is het ontslag van het personeelslid voor te stellen, moeten hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting ter kennis worden gebracht, hetzij per ter post aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging, hetzij door overhandiging van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan [00e2][0080][008b][00e2][0080][008b]of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger die wordt gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het naar behoren opgeroepen personeelslid de hoorzitting niet bijwoont of er niet wordt vertegenwoordigd. "

- 3° in lid 8 worden de woorden "van een maand" vervangen door de woorden "van twee maanden" en worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3. " toegevoegd na de woorden "ontvangst van het bezwaarschrift";
- 4° de volgende leden worden toegevoegd na lid 10 :

"Het ontslag wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied. "

Art. 45. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 23bis de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° lid 5 wordt vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied. "

- 2° de volgende leden worden toegevoegd na het voormalige lid 6, dat lid 8 wordt :

"Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in leden 5 tot 7, kan het personeelslid bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3. De Regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep. "

Art. 46. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 25 de woorden "door onze Ministers" vervangen door de woorden "door de Regering".

Art. 47. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 39 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, leden 2, 3 en 4, en in § 2, wordt het woord "Minister" vervangen door het woord "Regering";
- 2° in § 1 wordt lid 1 vervangen door de volgende leden :

"Voordat een ontslag wordt voorgesteld, moet de stagiair zijn uitgenodigd om te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting en de gronden waarop de directeur of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar van plan is het ontslag van de stagiair voor te stellen, moeten hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting ter kennis worden gebracht, hetzij per ter post aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging, hetzij door overhandiging van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging. Tijdens de hoorzitting kan de stagiair zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger die wordt gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer de naar behoren opgeroepen stagiair de hoorzitting niet bijwoont of er niet wordt vertegenwoordigd.

Het voorgestelde ontslag wordt de dag zelf waarop het wordt geformuleerd voorgelegd aan de stagiair. De stagiair zet zijn handtekening voor gezien en de datum onder het voorstel en geeft het terug binnen tien werkdagen na de dag dat het aan hem werd overhandigd. Als hij van mening is dat dit voorstel ongegrond is, zet hij zijn handtekening dienovereenkomstig voor gezien onder het voorstel, zet hij de datum erop en geeft het binnen dezelfde periode terug. De procedure loopt verder wanneer de stagiair weigert om het voorstel voor gezien te ondertekenen. "

- 3° in § 1, lid 3, dat het nieuwe lid 4 wordt, worden de woorden "van twee maanden" vervangen door de woorden "van één maand" en worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, alinea 3. " toegevoegd na de woorden "ontvangst van het bezwaarschrift";
- 4° in § 1 worden na het laatste lid de volgende leden toegevoegd :

Art. 48. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 41*bis* de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 3 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° lid 5 wordt vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied. "

- 3° de volgende leden worden toegevoegd na het voormalige lid 6, dat lid 8 wordt :

"Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in lid 5, kan de stagiair bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt. De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep, door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3. De Regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep. "

Art. 49. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 50, lid 1, de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3. " toegevoegd na de woorden "datum van ontvangst".

Art. 50. In hetzelfde koninklijk besluit wordt in artikel 58, lid 3, het woorddeel "werk" geschrapt.

Art. 51. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 60, lid 1, de woorden "tussen 15 en 31 mei" vervangen door de woorden "tussen 15 april en 15 mei".

Art. 52. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 63 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2 worden de woorden "twee werkdagen" vervangen door de woorden "tien dagen";
- 2° in lid 3 wordt het woorddeel "werk" geschrapt;
- 3° in lid 4 worden de woorden "vijftien werkdagen" vervangen door de woorden "tien dagen";
- 4° in lid 5 worden het woorddeel "werk" en het woord "maximaal" geschrapt;
- 5° in lid 5 worden de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3. " toegevoegd na de woorden "datum van ontvangst".

Art. 53. In hetzelfde koninklijk besluit wordt in artikel 130 punt 6 vervangen door het volgende punt : "6. de degradatie".

Art. 54. In hetzelfde koninklijk besluit wordt in artikel 155 een lid toegevoegd, opgesteld als volgt :

"De Kamer van Beroep komt niet bijeen tussen 15 juli en 15 augustus en daarom wordt de termijn waarbinnen de Kamer van Beroep advies moet uitbrengen, gedurende deze periode opgeschort. "

Art. 55. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 165*bis* de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, tweede lid, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";

- 2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
- a) in lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging" toegevoegd na de woorden "per post";
 - b) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
 - c) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :
"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving."
- 3° in § 4, derde lid, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";
- 4° in § 6, in lid 2, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending", in lid 3 worden de woorden "aangetekende brief" vervangen door de woorden "aangetekende zending" en in de leden 3 en 4 wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

Art. 56. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 165quinquis de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, tweede lid, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";
- 2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
- a) in lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbewijs" toegevoegd na de woorden "per post";
 - b) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
 - c) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :
"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving."
- 3° in § 4, derde lid, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

Art. 57. In hetzelfde koninklijk besluit worden in artikel 186, § 2, lid 5, de woorden ", door toepassing van de opschorting van tijd als bedoeld in artikel 155, lid 3" toegevoegd na de woorden "maximaal drie maanden".

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 58. In het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden in artikel 79 de woorden : "en de degradatie" toegevoegd na de woorden : "- 5 jaar voor de disciplinaire schorsing".

Art. 59. In hetzelfde decreet wordt artikel 83, laatste lid, vervangen door het volgende lid :

"De termijnen als bedoeld in lid 1 en in artikels 42, § 3, lid 9; 70, § 3, lid 3; 71septies § 2, lid 2, en 74, § 2, opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus. "

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs*

Art. 60. In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs worden in artikel 27bis, lid 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° bij het tweede streepje worden de woorden "de bestendige deputatie van de Provincieraad" vervangen door de woorden "het Provinciecollege".
- 2° er wordt een zesde streepje toegevoegd, als volgt opgesteld :
- "- in onderwijsinstellingen die onder de bevoegdheid van de inrichtende machten vallen die zijn opgericht krachtens het decreet van 17 november 2016 waarbij de Franse Gemeenschap wordt gemachtigd om zich te associëren met derden binnen een publiekrechtelijke rechtspersoon en door de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid, de werking en de controle, de raad van bestuur van deze inrichtingen vast te leggen. "

Art. 61. In hetzelfde decreet worden in de artikelen 59bis, 2° en 65, § 2, lid 3, de woorden "de bestendige deputatie" vervangen door de woorden "het Provinciecollege".

Art. 62. In hetzelfde decreet worden in artikel 74, 3°, de woorden : "en de degradatie" toegevoegd na de woorden : "3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;".

Art. 63. In hetzelfde decreet wordt artikel 79bis als volgt aangevuld :

"De termijnen zoals bedoeld in artikel 25, § 1, 1°; 30, § 1, lid 7; 65, § 3, lid 3 en 83, § 1, lid 3, toegekend aan de Kamer van Beroep om haar met redenen omkleed advies te geven, worden gedurende deze periode opgeschort. "

Art. 64. In hetzelfde decreet worden in artikel 87, lid 3, de woorden "van de bestendige deputatie" vervangen door de woorden "van het Provinciecollege".

Art. 65. In hetzelfde decreet worden in artikel 94, lid 3, de woorden "van de bestendige deputatie" vervangen door de woorden "van het Provinciecollege" en worden de woorden "Met betrekking tot de inrichtende machten die zijn opgericht krachtens het decreet van 17 november 2016 waarbij de Franse Gemeenschap wordt gemachtigd om zich te associëren met derden binnen een publiekrechtelijke rechtspersoon en door de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid, de werking en de controle vast te leggen, wordt ze uitgeoefend door de voorzitter van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde." toegevoegd na de woorden "de burgemeester of zijn afgevaardigde. "

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

Art. 66. In het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, worden in artikel 8 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in b. worden de woorden "één dag per week voor de gehele duur van deze opdracht" vervangen door de woorden "tot 6 lestijden per week voor personen die in het basisonderwijs werkzaam zijn, tot 5 lestijden per

week voor personen die in het lager secundair onderwijs werkzaam zijn en tot 4 lestijden per week voor personen die in het hoger secundair onderwijs werkzaam zijn, voor de hele duur van die opdracht;

- 2° in c worden de woorden "één dag per week voor de gehele duur van die opdracht" vervangen door de woorden "tot 6 lestijden per week voor personen die in het basisonderwijs werkzaam zijn, tot 5 lestijden per week voor personen die in het lager secundair onderwijs werkzaam zijn en tot 4 lestijden per week voor personen die in het hoger secundair onderwijs werkzaam zijn, voor de gehele duur van die opdracht."

Art. 67. In hetzelfde decreet worden in artikel 14, lid 1, de woorden "of slachtoffer van een werkongeval of beroepsziekte" ingevoegd tussen de woorden "ter beschikking gesteld wegens ziekte" en "voor wie de".

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra*

Art. 68. In het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra worden in artikel 69 de punten 5., 6. en 7. verwijderd en vervangen door de volgende punten :

5. de degradatie;
6. terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;
7. het ontslag bij tuchtmaatregel;
8. de herroeping.

Art. 69. In hetzelfde decreet worden in artikel 80, 3°, de woorden : "en de degradatie" toegevoegd na de woorden : "3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel".

Art. 70. In hetzelfde decreet wordt artikel 97 als volgt aangevuld :

"De termijnen als bedoeld in artikel 16, leden 3 en 4; 25, § 1, lid 6; 26, § 1, lid 7; 32, § 1, lid 6; 52, § 3, lid 3, en 70, § 3, lid 4, toegekend aan de Kamer van Beroep om haar met redenen omkleed advies te geven, worden gedurende deze periode opgeschort. "

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de vrije gesubsidieerde psycho-medische-sociale centra*

Art. 71. In het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, worden in artikel 43, § 1, 12°, de woorden "in artikel 31" vervangen door de woorden "in artikel 32".

Art. 72. In hetzelfde decreet worden in artikel 52 de woorden "een overplaatsing" vervangen door de woorden "een verandering van aanstelling".

Art. 73. In hetzelfde decreet worden in artikel 81 punten 5., 6. en 7. verwijderd en vervangen door de volgende punten :

5. de degradatie;
6. terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;
7. het ontslag bij tuchtmaatregel;
8. ontslag wegens zware fout.

Art. 74. In hetzelfde decreet worden in artikel 91, 3°, de woorden : "en de degradatie" toegevoegd na de woorden : "3° vijf jaar voor schorsing bij tuchtmaatregel".

Art. 75. In hetzelfde decreet wordt artikel 107 als volgt aangevuld :

"De termijnen zoals bedoeld in artikel 33, § 1, lid 6; 43, § 1, lid 7; 64, § 3, lid 3; 82, § 3, lid 3 en 110sexies, § 1, lid 7, toegekend aan de Kamer van Beroep om haar met redenen omkleed advies te geven, worden gedurende deze periode opgeschort. "

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

Art. 76. In het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden in artikel 15, eerste lid, de woorden " , onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3, " toegevoegd na de woorden "ontvangst van het bezwaarschrift".

Art. 77. In hetzelfde decreet worden in artikel 32, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2 worden de woorden "tien werkdagen" vervangen door de woorden "twintig dagen";
- 2° in lid 4 worden de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3" toegevoegd na de woorden "ontvangst van het bezwaarschrift";
- 3° in de leden 4 en 5 wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

Art. 78. In hetzelfde decreet worden in artikel 33 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, lid 1, worden de woorden "die ingaat op de dag van de verwittiging" geschrapt.
- 2° in § 1, lid 2, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending".
- 3° in § 2, behalve in de eerste regel van lid 5, en in § 3, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";
- 4° in § 2 worden de volgende leden toegevoegd na lid 5 :

"Het ontslag wordt aan het administratief personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

- 5° in § 3 wordt het woord “verzending” ingevoegd tussen de woorden “indienen door” en het woord “aangetekende”, de woorden “binnen maximaal één maand” worden vervangen door de woorden “binnen twee maanden” en de woorden “, onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3,” worden toegevoegd na de woorden “ontvangst van het bezwaarschrift”.

Art. 79. In hetzelfde decreet worden in artikel 34 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

“De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het administratief personeelslid wordt op de hoogte gebracht per aangetekende zending, die van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die van kracht wordt op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

er wordt een § 4 toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

“§ 4. Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in § 3, kan het administratief personeelslid bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep, onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3. De Regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep.”.

Art. 80. In hetzelfde decreet worden in artikel 53, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2 worden de woorden “onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3” toegevoegd na de woorden “ontvangst van het bezwaarschrift”;

- 2° er wordt een nieuw lid toegevoegd tussen de leden 1 en 2, en wel als volgt :

“Voordat een ontslag of stageverlenging wordt voorgesteld, moet de stagiair zijn uitgenodigd om te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting en de gronden waarop de directeur of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar van plan is het ontslag of de stageverlenging voor te stellen, moeten hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting ter kennis worden gebracht, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbevestiging, hetzij door overhandiging van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan [00e2][0080][008b][00e2][0080][008b] of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger die wordt gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het naar behoren opgeroepen personeelslid de hoorzitting niet bijwoont of er niet wordt vertegenwoordigd.”;

- 3° de volgende leden worden na het laatste lid toegevoegd :

“Het ontslag of de stageverlenging wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag of de stageverlenging kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

Art. 81. In hetzelfde decreet, in artikel 55, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een deurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploit op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploit aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied."

- 3° er wordt een lid 4 toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

"§ 4. Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in § 3, kan het administratief personeelslid dat stage doet bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep, onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3. De Regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep."

Art. 82. In hetzelfde decreet worden in artikel 69, lid 2, de woorden "15 en 31 mei" vervangen door de woorden "15 april en 15 mei".

Art. 83. In hetzelfde decreet worden in artikel 72 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2 worden de woorden "Het inrichtingshoofd bevestigt de ontvangst ervan." toegevoegd na de woorden "twee werkdagen" en de woorden "twee werkdagen" worden vervangen door de woorden "tien dagen";
- 2° in lid 3 wordt het woorddeel "werk" geschrapt en worden de woorden "Het inrichtingshoofd bevestigt de ontvangst ervan." toegevoegd na de woorden "bijgevoegd bij het meldingsbericht. ";
- 3° in lid 4 worden de woorden "vijftien werkdagen" vervangen door de woorden "tien dagen";
- 4° in lid 5 wordt het woorddeel "werk" geschrapt;
- 5° in lid 6 wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee";
- 6° in lid 6 worden de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3" toegevoegd na de woorden "de datum van ontvangst".
- 7° in de leden 6 en 7 wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

Art. 84. In hetzelfde decreet wordt artikel 96 vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 96. - De disciplinaire straffen die kunnen worden opgelegd aan de vast in dienst genomen administratieve personeelsleden die tekortschieten in hun taken, zijn :

- 1°. tot de orde roepen;
- 2°. berisping;
- 3°. inhouding van wedde;
- 4°. disciplinaire overplaatsing;
- 5°. disciplinaire schorsing;
- 6°. degradatie;
- 7°. disciplinair op non-actief zetten;
- 8°. disciplinair ontslag;
- 9°. herroeping."

Art. 85. In hetzelfde decreet wordt artikel 97 vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 97. - Het tot de orde roepen, de berisping en de inhouding van wedde zijn het voorwerp van een met redenen omkleed voorstel van de directeur of van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, en worden uitgesproken door de Minister.

De andere disciplinaire straffen zijn het voorwerp van een met redenen omkleed voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar en worden door de Regering collegiaal uitgesproken."

Art. 86. In hetzelfde decreet worden in artikel 107, lid 1, de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3" toegevoegd na de woorden "volledig dossier van de zaak".

Art. 87. In hetzelfde decreet, in artikel 121, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "aan de Regering" vervangen door de woorden "aan de bevoegde Minister of, in voorkomend geval, aan de Regering";

2° er worden twee nieuwe leden toegevoegd, als volgt opgesteld :

"Behoudens in geval van schorsing van de tuchtprocedure in toepassing van artikel 104 of een andersluidende bepaling, moet de Kamer van Beroep binnen drie maanden na ontvangst van het door het personeelslid ingediende beroep een advies uitbrengen.

De Kamer van Beroep komt niet bijeen tussen 15 juli en 15 augustus en de termijn waarbinnen de Kamer van Beroep advies moet uitbrengen, wordt in deze periode opgeschort. "

Art. 88. In hetzelfde decreet worden in artikel 123 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden "van de Regering" vervangen door de woorden "van de bevoegde Minister of, in voorkomend geval, van de Regering";

2° in lid 2 worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de bevoegde Minister of, in voorkomend geval, de Regering".

Art. 89. In hetzelfde decreet worden in artikel 126 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 2, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbewijs" toegevoegd na de woorden "per post";

b) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending"

c) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :

"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving.";

3° in § 4, lid 3, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";

4° in § 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 2 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";

b) in lid 3 worden de woorden "aangetekende brief" vervangen door de woorden "aangetekende zending";

c) in de leden 3 en 4 wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

Art. 90. In hetzelfde decreet worden in artikel 129 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 2, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbewijs" toegevoegd na de woorden "per post";

b) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";

c) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :

"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving.";

3° in § 4, lid 3, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

Art. 91. In hetzelfde decreet worden in artikel 162, § 2, lid 5, de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 121, lid 3" toegevoegd na de woorden "van maximaal drie maanden".

Art. 92. In hetzelfde decreet worden in artikel 190, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 3 wordt vervangen door het volgende lid :

"Indien het lid van het tijdelijke arbeiderspersoneel van mening is dat de inhoud van het verslag ongegrond is, moet hij dit vermelden door het voor gezien te ondertekenen en binnen twintig dagen na ontvangst van dit verslag heeft hij het recht om, via hiërarchische weg, een klacht in te dienen voor de Kamer van Beroep. "

2° lid 4 wordt vervangen door de volgende leden :

"De procedure gaat voort wanneer het lid van het arbeiderspersoneel weigert het verslag voor gezien te ondertekenen.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Minister binnen twee maanden na de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3.

De Minister neemt zijn beslissing binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep of van het dossier dat haar uit handen is genomen. "

Art. 93. In hetzelfde decreet worden in artikel 191 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in § 6 wordt lid 1 vervangen door de volgende leden :

"Het ontslag wordt aan het lid van het arbeiderspersoneel gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.

Het lid van het arbeiderspersoneel kan binnen tien werkdagen na de kennisgeving, bij aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen bij de directeur, die de ontvangst daarvan bevestigt en het bezwaarschrift onmiddellijk doorstuurt naar de Kamer van Beroep. De Kamer van Beroep geeft haar advies aan de Minister binnen maximaal één maand na de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3. "

- 3° in § 6, in lid 2, dat lid 5 wordt, wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister" en worden de woorden "van één maand" vervangen door de woorden "van twee maanden".

Art. 94. In hetzelfde decreet worden in artikel 192 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, lid 1, worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

"De afdanking wordt vergezeld van het bewijs van de echtheid van de verweten feiten. Het wordt meegedeeld aan het lid van het personeel, ofwel per aangetekende zending, die uitwerking heeft op de derde werkdag na datum van verzending, ofwel door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging, die uitwerking heeft op de dag van deze betekening.

Het ontslag kan ook worden betekend door een deurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied. "

- 3° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in lid 1 wordt het woord "zending" ingevoegd tussen de woorden "indienen" en "aangetekende";
- b) in lid 4 worden de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 265, derde lid" toegevoegd na de woorden "advies van de kamer van beroep" en worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "de maand na".

Art. 95. In hetzelfde decreet worden in artikel 203, § 1, de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 2 worden de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3" toegevoegd na de woorden "ontvangst van het bezwaarschrift";
- 2° er wordt een nieuw lid toegevoegd tussen de leden 1 en 2, en wel als volgt :

"Voordat een ontslag of stageverlenging wordt voorgesteld, moet de stagiair zijn uitgenodigd om te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting en de gronden waarop de directeur of de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar van plan is het ontslag of de stageverlenging voor te stellen, moeten hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting ter kennis worden gebracht, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbevestiging, hetzij door overhandiging van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger die wordt gekozen onder de in actieve dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het naar behoren opgeroepen personeelslid de hoorzitting niet bijwoont of er niet wordt vertegenwoordigd. "

3° de volgende leden worden na het laatste lid toegevoegd :

”Het ontslag of de stageverlenging wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag of de stageverlenging kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

Art. 96. In hetzelfde decreet, in artikel 205, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden “ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden “aangetekende zending”

2° in § 3 wordt lid 2 vervangen door de volgende leden :

”Het ontslag wordt aan het personeelslid gemeld per aangetekend schrijven, dat van kracht wordt op de derde werkdag na de datum van verzending, of door de afgifte van een brief van hand tot hand met ontvangstbevestiging, die op de dag van deze kennisgeving van kracht wordt.

Het ontslag kan ook worden betekend door een gerechtsdeurwaardersexploot, dat dezelfde dag van kracht wordt als het persoonlijk wordt betekend of persoonlijk wordt overhandigd aan een bloedverwant, aanverwant, aangestelde of dienaar van de bestemming, thuis of bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van laatstgenoemde.

Als het deurwaardersexploot niet kon worden betekend op de wijze als beschreven in het vorige lid, wordt deze van kracht op de tweede werkdag na de datum van indiening van de kopie van het exploot op de woonplaats of, bij gebreke daarvan, op de verblijfplaats van de bestemming, of de datum van de overhandiging van de kopie van het exploot aan de Procureur des Konings van het desbetreffende rechtsgebied.”.

3° in § 3 worden de volgende leden toegevoegd na het laatste lid :

”Binnen tien dagen na de kennisgeving, bedoeld in het vorige lid, kan het arbeiderspersoneelslid dat stage doet bij aangetekend schrijven tegen de beslissing tot ontslag zonder opzegtermijn voor een zware fout bij de Kamer van Beroep in beroep gaan.

Het beroep is niet opschortend.

Het niet verschijnen van de rechtmatig opgeroepen partij of diens vertegenwoordiger verhindert niet dat de Kamer van Beroep een beslissing neemt.

De Kamer van Beroep brengt haar met redenen omklede advies uit aan de Regering binnen een maand na de datum van ontvangst van het beroep. De regering doet een uitspraak binnen een maand na ontvangst van het advies van de Kamer van Beroep, onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3.”.

Art. 97. In hetzelfde decreet worden in artikel 207, lid 2, de woorden “tussen 15 en 31 mei” vervangen door de woorden “tussen 15 april en 15 mei”.

Art. 98. In hetzelfde decreet worden in artikel 220 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden “Het inrichtingshoofd bevestigt de ontvangst ervan.” toegevoegd na de woorden “twee werkdagen” en de woorden “twee werkdagen” worden vervangen door de woorden “tien dagen”;

2° in lid 2 wordt het woorddeel “werk” geschrapt;

3° in lid 3 worden de woorden “vijftien werkdagen” vervangen door de woorden “tien dagen” en worden de woorden “het inrichtingshoofd bevestigt de ontvangst ervan.” toegevoegd na de woorden “bijgevoegd bij het meldingsbericht.”;

4° in lid 4 wordt het woorddeel “werk” geschrapt en worden de woorden “drie” en “aan de Regering” respectievelijk vervangen door de woorden “twee” en “aan de Minister”;

5° in lid 4 worden de woorden “onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3” toegevoegd na de woorden “na de datum van ontvangst”.

6° in lid 5 worden de woorden “De Regering” vervangen door de woorden “De Minister”.

Art. 99. In hetzelfde decreet wordt artikel 240 vervangen door de volgende bepaling :

”Artikel 240. - De disciplinaire straffen die kunnen worden opgelegd aan de vast benoemde leden van het arbeiderspersoneel die tekortschieten in hun taken, zijn :

1° tot de orde roepen;

2° berisping;

- 3°. inhouding van wedde;
- 4°. disciplinaire overplaatsing;
- 5°. disciplinaire schorsing;
- 6°. degradatie;
- 7°. disciplinair op non-actief zetten;
- 8°. disciplinair ontslag;
- 9°. herroeping. ”.

Art. 100. In hetzelfde decreet wordt artikel 241 vervangen door de volgende bepaling :

”Artikel 241. - Het tot de orde roepen en de berisping zijn het voorwerp van een met redenen omkleed voorstel van de directeur of van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, en worden uitgesproken door de Minister.

De inhouding van de wedde is het voorwerp van een met redenen omkleed voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar, en wordt uitgesproken door de Minister.

De andere disciplinaire straffen zijn het voorwerp van een met redenen omkleed voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar en worden door de Regering collegiaal uitgesproken. ”.

Art. 101. In hetzelfde decreet worden in artikel 251, lid 1, de woorden ”onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3” toegevoegd na de woorden ”volledig dossier van de zaak”.

Art. 102. In hetzelfde decreet worden in artikel 262, leden 2 en 5, de woorden ”aan de Regering” vervangen door de woorden ”aan de bevoegde Minister of, in voorkomend geval, de Regering.”.

Art. 103. In hetzelfde decreet worden in artikel 265 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 1 worden de woorden ”aan de Regering” vervangen door de woorden ”aan de bevoegde Minister of, in voorkomend geval, aan de Regering”;
- 2° er worden twee nieuwe leden toegevoegd, als volgt geformuleerd :

”Behoudens in geval van schorsing van de tuchtprocedure in toepassing van artikel 248 of een andersluidende bepaling, moet de Kamer van Beroep binnen drie maanden na ontvangst van het door het personeelslid ingediende beroep een advies uitbrengen.

De Kamer van Beroep komt niet bijeen tussen 15 juli en 15 augustus en de termijn waarbinnen de Kamer van Beroep advies moet uitbrengen, wordt in deze periode opgeschort. ”.

Art. 104. In hetzelfde decreet worden in artikel 267 de woorden ”aan de Regering” vervangen door de woorden ”aan de bevoegde Minister of, in voorkomend geval, de Regering,” en worden de woorden ”de Regering” vervangen door de woorden ”de bevoegde Minister of de bevoegde overheid”.

Art. 105. In hetzelfde decreet worden in artikel 270 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, lid 2, wordt het woord ”Regering” vervangen door het woord ”Minister”;
- 2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) in lid 4 worden de woorden ”of brief van hand tot hand met ontvangstbewijs” toegevoegd na de woorden ”per post”;
 - b) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden ”ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”;
 - c) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :

”Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving.”;
- 3° in § 4, lid 3, wordt het woord ”Regering” vervangen door het woord ”Minister”;
- 4° in § 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) in lid 2 worden de woorden ”ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”;
 - b) in lid 3 worden de woorden ”aangetekende brief” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”;
 - c) in de leden 3 en 4 wordt het woord ”Regering” vervangen door het woord ”Minister”.

Art. 106. In hetzelfde decreet worden in artikel 273 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, lid 2, wordt het woord ”Regering” vervangen door het woord ”Minister”;
- 2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) in lid 4 worden de woorden ”of brief van hand tot hand met ontvangstbewijs” toegevoegd na de woorden ”per post”;
 - b) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden ”ter post aangetekend schrijven” vervangen door de woorden ”aangetekende zending”;
 - c) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :

”Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving.”.
- 3° in § 4, lid 3, wordt het woord ”Regering” vervangen door het woord ”Minister ».

Art. 107. In hetzelfde decreet worden in artikel 277 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, lid 2, wordt het woord "directeur" vervangen door het woord "Minister";
- 2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) in lid 1 wordt het woord "directeur" vervangen door het woord "door de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar";
 - b) in lid 4 worden de woorden "of brief van hand tot hand met ontvangstbewijs" toegevoegd na de woorden "per post";
 - c) in de leden 2, 4 en 6 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
 - d) lid 7 wordt aangevuld met de volgende woorden :
"Indien de kennisgeving persoonlijk gebeurt, wordt ze van kracht op de dag van die kennisgeving.";
- 3° in § 4, lid 3, wordt het woord "directeur" vervangen door het woord "Minister".

Art. 108. In hetzelfde decreet worden in artikel 308, § 2 de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 1 worden de woorden "ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "aangetekende zending";
- 2° in lid 6 worden de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 265, lid 3" toegevoegd na de woorden "dat haar uit handen is genomen".

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst*

Art. 109. In het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst wordt in artikel 52 lid 6 als volgt aangevuld :

"De termijnen als bedoeld in artikel 15, leden 3 en 4; 24, § 1, lid 5; 26, § 1, lid 9; 31, § 1, lid 7; 38, § 3, lid 4 en 78, § 1, lid 3, toegekend aan de Kamer van Beroep om haar met redenen omkleed advies te geven, worden gedurende deze periode opgeschort. "

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.*

Art. 110. In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 43 :

- 1° in lid 2 worden de woorden "de administrateur-generaal van het bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde" vervangen door de woorden "de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar";
- 2° in lid 4 worden de woorden "de administrateur-generaal van het bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde" vervangen door de woorden "de door de Regering aangewezen ambtenaar-generaal of de afgevaardigde van die ambtenaar".

Art. 111. In hetzelfde decreet worden in tabel 1, in de rubriek "onderdirecteur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan", in punt b) van kolom "3. Bekwaamheidsbewijzen" de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) het woord "geachte" wordt ingevoegd tussen de woorden "voldoende" en "bekwaamheidsbewijzen";
- b) de woorden "van opvoeder of opvoeder-secretaris" worden vervangen door de woorden "toezichthouder-opvoeder";
- c) de woorden ", uitgereikt door hoger kunstonderwijs of hoger kunstonderwijs" worden ingevoegd tussen de woorden "ten minste 1e graad" en "aangevuld met een pedagogische bekwaamheidstitel".

Art. 112. In hetzelfde decreet wordt in tabel 2, in de rubriek "onderdirecteur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan", in kolom "3. Bekwaamheidsbewijzen", een nieuw lid toegevoegd dat als volgt is opgesteld :

"Het personeelslid dat aan de vooravond van 1 september 2018 de functie van onderdirecteur in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan bekleedde en voldeed aan de toegangsvoorwaarden tot de functie van directeur in genoemd onderwijs bevond, wordt beschouwd als nog steeds beantwoordend aan de voorwaarden voor toegang tot de bovengenoemde functie. "

HOOFDSTUK XII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector*

Art. 113. In het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector worden in artikel 25, § 2, lid 1, de punten 1° en 2° als volgt vervangen :

"- Voor het secundair onderwijs :

- 1° houder zijn van een masterdiploma waarvan het disciplinaire onderdeel is opgenomen in het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor een ambt van het lager secundair onderwijs, in toepassing van het decreet van 11/04/2014 houdende regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten van het georganiseerd basis- en secundair onderwijs en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 2° houder zijn van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen : CAP, DAP, CNTM, AESS of diploma onderwijzer basisschool;

- Voor het basisonderwijs :

- 1° houder zijn van een masterdiploma waarvan het disciplinaire onderdeel is opgenomen in het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor een analoog ambt aan dat van leermeester lichamelijke opvoeding, muzikale opvoeding, tweede taal, niet-confessionele moraal of godsdienst (of een van deze functies als onderdompeling) van het hoger secundair onderwijs, in toepassing van het decreet van 11/04/2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 2° houder zijn van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen : GPB, DPB, GMTN, GLSO, GHSO of diploma van kleuteronderwijzer. "

HOOFDSTUK XIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende de organisatie van een gedifferentieerd kader binnen de scholen van de Franse Gemeenschap om ervoor te zorgen dat elke leerling gelijke kansen heeft op sociale emancipatie in een kwaliteitsvolle onderwijsomgeving*

Art. 114. In het decreet van 30 april 2009 houdende de organisatie van een gedifferentieerd kader binnen de scholen van de Franse Gemeenschap om ervoor te zorgen dat elke leerling gelijke kansen heeft op sociale emancipatie in een kwaliteitsvolle onderwijsomgeving worden in artikel 14 de volgende leden tussen de leden 3 en 4 ingevoegd :

"Personeelsleden die voor het eerst het voordeel vragen van de in de voorgaande leden genoemde bepalingen, moeten op het moment van de aanvraag werkzaam zijn in een vestiging die geniet van het gedifferentieerd kader van klasse 1, 2 of 3.

Wanneer het klasement van een vestiging wordt gewijzigd en de vestiging niet langer geniet van het gedifferentieerd kader van klasse 1, 2 of 3, wordt het personeelslid dat het voorgaande schooljaar heeft genoten van het bepaalde in lid 1, 2 of 3, geacht aan de in het voorgaande lid gestelde voorwaarde te voldoen gedurende de drie schooljaren volgend op de verandering van klasement en totdat hij in de voorwaarden verkeert om vast te worden benoemd, in dienst te worden genomen, of, in de gesubsidieerde netwerken, tijdelijk prioritair in dienst te worden genomen.

Wanneer een vestiging die geniet van het gedifferentieerde kader van klasse 1, 2 of 3 wordt gesloten, geherstructureerd of gefuseerd met een andere vestiging en de gefuseerde of geherstructureerde vestiging niet geniet van het gedifferentieerde kader van klasse 1, 2 of 3, wordt het personeelslid van de gesloten, geherstructureerde of gefuseerde vestiging dat vorig jaar van het bepaalde in lid 1, 2 of 3 genoten heeft, geacht te voldoen aan de in lid 4 gestelde voorwaarde gedurende de drie jaar volgend op de sluiting, herstructurering of fusie." "

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 115. In het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden onder titel I, hoofdstuk 4, in de titel van paragraaf 5 de woorden "onderwijzende ambten" vervangen door de woorden "aanwervende ambten" bedoeld in artikel 1, lid 3".

Art. 116. In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 36 :

- 1° in § 1 worden de woorden "onderwijzend ambt houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, dat het bestanddeel ... inhoudt" vervangen door de woorden : "aanwervend ambt als bedoeld in artikel 1, lid 3, moet houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs dat bovendien voor het onderwijzend ambt het bestanddeel ... inhoudt";
- 2° in § 2 worden de woorden "onderwijzende ambten, houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, moet" vervangen door de woorden : "aanwervende ambten als bedoeld in artikel 1, lid 3, houder van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs moet ook, voor de onderwijzende ambten, ...".

Art. 117. In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht in artikel 37 :

- 1° in § 1 worden de woorden : "Houders van een schaarstebekwaamheidsbewijs" vervangen door de woorden "Voor de onderwijzende ambten, houders van een schaarstebekwaamheidsbewijs";
- 2° § 2 wordt vervangen door :

"§ 2. Houders van wervende ambten van de categorieën bedoeld in artikel 1, lid 3, 2° tot 5°, die houder zijn van een schaarstebekwaamheidsbewijs die op een lijst van de Regering worden vermeld en waarvan de disciplinaire competentie niet is overgenomen als rechtgevend op een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs, genieten bij hun aanvraag van alle rechten verbonden aan het bezit van een voldoende bekwaamheidsbewijs, genietende van alle rechten verbonden aan het bezit van een voldoende bekwaamheidsbewijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschap of van inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, van een ambtsanciënniteit van minstens 450 dagen, over 3 opeenvolgende jaren, gepresteerd en berekend volgens de voorwaarden in artikel 19, § 2.

Voor houders van een wervend ambt van de categorie bedoeld in artikel 1, lid 3, 1°, wordt aan de in het voorgaande lid genoemde voorwaarde de cumulatieve voorwaarde toegevoegd dat een van de genoemde pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 17 wordt verworven voor degenen die er geen hebben. "

Art. 118. In hetzelfde decreet wordt in titel III, hoofdstuk II, afdeling 1, artikel 272 lid 2 aangevuld met de volgende woorden : "behalve wanneer de weddeschaal die is gekoppeld aan het ambt waaraan de cursus is verbonden, uitgeoefend op basis van een ander bekwaamheidsbewijs, hen een hogere wedde zou opleveren overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI van titel II. In dit geval wordt deze voordeligere schaal aan hen toegekend voor de uitoefening van deze cursus. "

Art. 119. In hetzelfde decreet wordt in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, artikel 288bis lid 2 aangevuld met de woorden : "behalve wanneer de weddeschaal die is gekoppeld aan het ambt waaraan de cursus is verbonden, uitgeoefend op basis van een ander bekwaamheidsbewijs, hen een hogere wedde zou opleveren overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI van titel II. In dit geval wordt deze voordeligere schaal aan hen toegekend voor de uitoefening van deze cursus. "

Art. 120. In hetzelfde decreet wordt in artikel 290*bis* een tweede lid toegevoegd, als volgt opgesteld :

“Het op 31 augustus 2016 vast benoemde of aangeworven personeelslid in een selectie- of bevorderingsambt geniet ook van de mogelijkheid om terug te keren van een wervend ambt, in overeenstemming met de wettelijke bepalingen, volgens het stelsel van bekwaamheidsbewijzen dat geldt vóór 1 september 2016. ”.

Art. 121. In hetzelfde decreet, in afdeling VI van hoofdstuk II van titel III, wordt de onderafdeling 5 getiteld “Overgangsbepalingen betreffende het certificaat in de didactiek van de filosofie en burgerzin” hernoemd tot “Overgangsbepalingen met betrekking tot het certificaat in de didactiek van de filosofie en burgerzin, met betrekking tot het klassement van prioritaire tijdelijke medewerkers en de vaste benoeming of aanwerving”.

Art. 122. In hetzelfde decreet worden in artikel 293*septdecies*, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 2 worden de woorden “afdeling VII” vervangen door de woorden “afdeling VI”;

2° Tussen het tweede en derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, als volgt opgesteld :

“Tot 31 augustus 2021 kunnen de leermeesters filosofie en burgerzin als bedoeld in afdeling VI slechts vast worden benoemd of aangeworven voor het aantal ambten dat hun werd toegekend, in deze functie binnen de betreffende Inrichtende Macht, op 1 oktober van het schooljaar waarin de vaste benoeming of aanwerving zal plaatsvinden. ”.

Art. 123. In hetzelfde decreet wordt in artikel 293*septdecies* een nieuw lid ingevoegd tussen het derde en vierde lid, opgesteld als volgt :

“Tot 1 september 2021 kunnen de leermeesters filosofie en burgerzin die genieten van de overgangsbepalingen van het vorige lid slechts vast worden benoemd of aangeworven voor het aantal ambten dat hun werd toegekend op 1 oktober van het schooljaar waarin de vaste benoeming of aanwerving zal plaatsvinden. ”.

Art. 124. In hetzelfde decreet, in afdeling VII van hoofdstuk II van titel III, wordt de onderafdeling 4 getiteld “Overgangsbepalingen betreffende het certificaat in de didactiek van de filosofie en burgerzin” hernoemd tot “Overgangsbepalingen met betrekking tot het certificaat in de didactiek van de filosofie en burgerzin, met betrekking tot het klassement van prioritaire tijdelijke medewerkers en de vaste benoeming of aanwerving”.

Art. 125. In hetzelfde decreet wordt in artikel 293*septdecies*/18 een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede en derde lid, opgesteld als volgt :

“Tot 31 augustus 2021 kunnen de leermeesters filosofie en burgerzin als bedoeld in afdeling VII hierboven vermeld slechts vast worden benoemd of aangeworven voor het aantal het ambten dat hun werd toegekend, in deze functie binnen de betreffende Inrichtende Macht, op 1 oktober van het schooljaar waarin de vaste benoeming of aanwerving zal plaatsvinden. ”.

Art. 126. In hetzelfde decreet wordt in artikel 293*septdecies*/18 een nieuw lid ingevoegd tussen het derde en vierde lid, opgesteld als volgt :

“Tot 31 september 2021 kunnen de hoogleraren filosofie en burgerzin die genieten van de overgangsbepalingen van het vorige lid slechts vast worden benoemd of aangeworven voor het aantal ambten dat hun werd toegekend op 1 oktober van het schooljaar waarin de vaste benoeming of aanwerving zal plaatsvinden. ”.

HOOFDSTUK XV. — Bepaling tot wijziging van het programmadecreet van 10 december 2015 houdende verschillende maatregelen inzake gespecialiseerd onderwijs, schoolgebouwen, kind, cultuur, hoger onderwijs, financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie

Art. 127. In het decreet van 10 december 2015 houdende verschillende maatregelen inzake gespecialiseerd onderwijs, schoolgebouwen, kind, cultuur, hoger onderwijs, financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie worden in artikel 39, § 2, de punten 1 en 2 als volgt vervangen :

“1° houder zijn van een masterdiploma waarvan het disciplinaire onderdeel is opgenomen in het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor een ambt van het lager secundair onderwijs, in toepassing van het decreet van 11/04/2014 houdende regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten van het georganiseerd basis- en secundair onderwijs en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° houder zijn van een van de volgende pedagogische bekwaamheidsbewijzen : GPB, DPB, GMTN, GHSO, GPBHO of diploma onderwijzer basisschool;”

HOOFDSTUK XVI. — *Inwerkingtreding*

Art. 128. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2018, behalve artikel 67 dat uitwerking heeft op 1 maart 2017 en de artikelen 9 tot 18, 113, 120 en 127 die uitwerking hebben op 1 september 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 juli 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.

Ontwerp van decreet nr. 657-1.

– Wijziging in de commissie, nr. 657-2

– Verslag van de commissie, nr. 657-3.

– Tekst aangenomen in de commissie, nr. 657-4

– Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 657-5.

Integraal verslag.

– Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 juli 2018.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/13393]

18 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du Programme d'Actions Concerté 2018-2021 institué par le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, à la promotion et au renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu le décret du 20 juin 2002 relatif au contrôle des communications des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la Culture et l'Enseignement, notamment l'article 6;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 20 décembre 2017 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 6 du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la culture et l'enseignement, le Programme d'Actions Concerté pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2021 est approuvé, dans la limite des crédits annuels disponibles.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2018.

Bruxelles, le 18 juillet 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS